

# Restructuration de l'UEAJ de la Fontaine au Roi

## 25 rue de la Fontaine au Roi

### 75011 PARIS

MAITRE D'OUVRAGE



MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

1, quai de la Corse

75181 Paris Cedex 4

Tél : 01 44 32 83 24

ARCHITECTE



2, rue Saint-Joseph

75002 Paris

Tél : 01 42 72 92 82

BUREAU D'ETUDE



Ingénierie du Bâtiment

4 rue des Grilles

93500 PANTIN

Tél: 01 48 43 39 60

BUREAU DE CONTRÔLE / SPS

COORDINATEUR SSI

240 Avenue Pierre Brossolette

92240 MALAKOFF

NAMIXIS - SSICOOR

Tél : 01 49 65 50 25

BET AMIANTE

127 rue Amelot

AMIEX

75011 PARIS

Tél : 06 50 20 16 60

## NOTE COMMUNE

## 1.1

N° Affaire: 20 12 02

Date: NOVEMBRE  
2025

Etabli par: COTEC

Visé par: AMB

### DCE

MODIFICATIONS

Indices

DATE

1ère diffusion

0

SEPTEMBRE 2025

2ème diffusion

1

NOVEMBRE 2025

### IND

### 1

NOTE COMMUNE

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>GENERALITES</b>	<b>6</b>
1.1	PREAMBULE .....	6
1.2	DESIGNATION DES INTERVENANTS .....	6
1.3	MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE .....	7
1.4	LISTE DES PIECES DU MARCHE .....	7
1.4.1	Liste des Corps d'état .....	7
1.4.2	Pièces annexées au marché .....	7
1.5	PGCSPS .....	9
1.6	RICT .....	9
1.7	RAPPORT DE SOL .....	9
1.8	PERMIS DE CONSTRUIRE ET DE DEMOLIR .....	9
<b>2</b>	<b>REGLEMENTATION APPLICABLE</b>	<b>10</b>
2.1	PREAMBULE .....	10
2.2	TEXTES APPLICABLES .....	11
2.3	ACOUSTIQUE.....	12
2.4	SECURITE INCENDIE .....	13
2.5	LABELS – THERMIQUE .....	13
2.6	REGLEMENTATION CONCERNANT L'ACCESSIBILITE DES BATIMENTS AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE .....	14
2.7	CHARGES D'EXPLOITATION .....	14
2.8	CLASSEMENT UPEC .....	14
2.9	DEFINITION DES PRODUITS .....	15
2.9.1	Respect des dispositions réglementaires .....	15
2.9.2	Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux .....	16
2.9.3	Qualité sanitaire de l'aire à l'intérieur .....	17
2.9.4	Matériaux renouvelables .....	18
2.9.5	Performances acoustiques des matériaux mis en œuvre .....	19
2.9.6	Performances vis-à-vis du feu .....	19
2.9.7	Agrément et réception des matériaux .....	20
2.10	EMISSION DE FORMALDEHYDE ET AUTRES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILES	21
2.11	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS .....	21

**NOTE COMMUNE**

2.12	CONTENU DE LA PROPOSITION DE L'ENTREPRISE.....	22
2.13	ETABLISSEMENT DES QUANTITES ET DES DETAILS ESTIMATIFS .....	23
2.14	COMPLEMENTARITE DU CCTP ET DES PLANS .....	24
2.15	VERIFICATION DES LIMITES DE PRESTATIONS .....	24
2.16	VERIFICATION DES COTES PORTEES AUX PLANS.....	25
2.17	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES .....	25
2.18	OFFRE DE PRIX.....	25
2.19	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE .....	26
2.20	PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE .....	27
2.21	ETUDE THERMIQUE .....	27
2.22	ETUDES ACOUSTIQUES .....	28
2.23	ECHAFAUDAGES .....	29
2.24	NOTES LIMINAIRES .....	30
2.25	PRODUITS MIS EN ŒUVRE.....	31
2.26	MARCHE GLOBAL ET FORFAITAIRE .....	31
2.27	CHOIX DES MATERIAUX.....	32
2.28	AUTOCONTROLES.....	32
2.29	PV ET ESSAIS .....	32

<b>3</b>	<b>CHANTIER</b>	<b>38</b>
----------	-----------------	-----------

3.1	TRAVAUX ANTERIEURS AU DEMARRAGE DES TRAVAUX .....	38
3.1.1	Démarches et autorisations .....	38
3.1.2	Visite du site/connaissance des lieux.....	39
3.1.3	Palissade de chantier .....	40
3.1.4	Panneau de chantier.....	40
3.1.5	Installations de chantier.....	41
3.1.6	Plan d'organisation .....	42
3.1.7	Prestations concernant le bâtiment proprement dit .....	42
3.1.7.1	Eau (réseau intérieur).....	42
3.1.7.2	Electricité (réseau intérieur) .....	42
3.1.7.3	Fermeture provisoire du bâtiment.....	43
3.1.7.4	Sanitaires de chantier .....	43
3.1.7.5	Epuisements (éventuels) .....	43
3.1.7.6	Bureaux de chantier, réfectoires, local du gardien.....	43
3.1.7.7	Téléphone et internet .....	43
3.1.7.8	Clôture de chantier .....	43
3.1.7.9	Piste de chantier .....	44
3.1.7.10	Gardiennage .....	44
3.1.7.11	Canons de chantier.....	44
3.1.8	Constat d'huissier/Référé préventif.....	44

**NOTE COMMUNE**

3.2	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE, ETUDES D'EXECUTION .....	45
3.2.1	Avant exécution des travaux .....	45
3.2.2	Documents graphiques .....	46
3.2.2.1	Vérification des documents graphiques .....	46
3.2.2.2	Documents d'exécution .....	46
3.2.2.3	Documents donnant les caractéristiques des travaux exécutés .....	46
3.2.2.4	Tableau des intempéries .....	47
3.2.2.5	Documents de chantier .....	47
3.2.3	Procédure d'approbation des documents remis .....	47
3.2.4	Mesures coercitives .....	48
3.3	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR PENDANT LES TRAVAUX .....	48
3.3.1	Hygiène et sécurité de chantier .....	48
3.3.1.1	Hygiène .....	48
3.3.1.2	Prescriptions générales en matière de sécurité et de santé des travailleurs	48
3.3.1.3	Sécurité des tiers sur le chantier .....	49
3.3.2	Protections diverses .....	49
3.3.3	Protection des ouvrages et des personnes .....	49
3.3.4	Chantier à faibles impact environnemental .....	50
3.4	ORGANISATION DU CHANTIER .....	54
3.4.1	Installation de chantier et livraison .....	54
3.4.2	Planning .....	54
3.4.3	Dépenses de fonctionnement .....	54
3.4.4	Rendez-vous de chantier .....	55
3.4.5	Horaires .....	55
3.4.6	Photos .....	55
3.4.7	Prototype/Echantillons .....	55
3.4.8	Pièces témoins .....	56
3.4.9	Echantillons modèles .....	56
3.4.10	Stockages .....	57
3.4.11	Manutentions horizontales .....	57
3.4.12	Protection des ouvrages .....	57
3.4.12.1	Protection des ouvrages .....	57
3.4.13	Gestion des clés – fermetures provisoires .....	58
3.4.13.1	Fermeture provisoire de secteurs de bâtiments .....	58
3.4.13.2	Gestion des clefs intérieures .....	58
3.4.13.3	Étanchéité provisoire .....	58
3.4.13.4	Préchauffage, ventilation et déshumidification des bâtiments .....	58
3.4.14	Évènements .....	59
3.5	TRAVAUX DE FIN DE CHANTIER .....	60
3.5.1	Démontage des installations de chantier .....	60

**NOTE COMMUNE**

3.5.2	Nettoyage du chantier – enlèvement des gravois – déchets particuliers...	60
3.5.3	Nettoyage de mise en service .....	61
3.5.4	Remise en état des lieux.....	62
3.6	ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION .....	62
3.1.1	Clause d'insertion .....	63
3.1.2	Clause sociale.....	63

<b>4</b>	<b>GARANTIES / RESPONSABILITE</b>	<b>64</b>
----------	-----------------------------------	-----------

4.1	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR .....	64
4.2	GARANTIES .....	64
4.2.1	Garantie de parfait achèvement .....	65
4.2.2	La garantie de bon fonctionnement dite biennale .....	65
4.2.3	La garantie décennale .....	66
4.2.4	Responsabilité de l'entrepreneur à l'égard des tiers .....	67
4.2.5	Faute lourde, fraude .....	67

NOTE COMMUNE

1 GENERALITES

1.1 PREAMBULE

Le présent **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** a pour objet de décrire les ouvrages du :

**LOT N°00 – NOTE COMMUNE**

Nécessaire pour la restructuration de l'Unité Educative d'Accueil de Jour au 25-27 rue de la Fontaine au roi dans le XIème arrondissement de Paris.

1.2 DESIGNATION DES INTERVENANTS

**MAITRE D'OUVRAGE : ministère de la Justice**

1, quai de la Corse,  
75181 Paris Cedex 4  
Tél. : 01 44 32 83 24

**ARCHITECTE : rh+ architecture**

2, rue Saint-Joseph  
75002 Paris  
Tél. : 01 42 72 92 82

**BET TCE ECONOMISTE : COTEC**

4 rue des Grilles  
93500 PANTIN  
Tél. : 01 48 43 37 68

**BUREAU D'ETUDES ACOUSTIQUES : ALTIA**

5, rue de Cléry  
75002 Paris  
Tél. : 01 53 00 90 65

**BUREAU DE CONTRÔLE :**

Tél. :

**SPS :**

Tél. :

**NOTE COMMUNE**

**1.3 MODE DE DEVOLUTION DU MARCHE**

Les travaux feront l'objet d'un marché en **entreprise générale**.

**1.4 LISTE DES PIECES DU MARCHE**

**1.4.1 Liste des Corps d'état**

Note commune  
Démolition – Terrassement - Gros œuvre  
Etanchéité  
Revêtement de façades - Bardages  
Métallerie-serrurerie  
Menuiseries extérieures et occultations  
Cloisons-doublages-faux plafonds  
Menuiseries intérieures  
Revêtements sols carrelages et faïences  
Revêtements sols souples - parquets – sols coulés  
Peinture  
Chauffage VMC  
Plomberie  
Electricité CFO-CFA  
Ascenseurs  
VRD - Espaces Verts

**1.4.2 Pièces annexées au marché**

Les clauses générales du C.C.T.P. concernent l'ensemble des corps d'état dont l'entreprise devra prendre pleinement connaissance.

L'entreprise est réputée respecter toutes les pièces contractuelles annexées dans le cadre du présent marché, suivant la liste annexée au cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et liste ci-dessous.

L'entreprise ne pourra prétendre ignorer les sujétions dues par l'ensemble des corps d'état, qu'elle devra considérer comme contractuelles. Ils ne pourront prétendre à indemnité ou refuser l'exécution de travaux nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages dus dans le présent marché.

L'entreprise est tenue de prendre connaissance des :

**NOTE COMMUNE**

**Pièces administratives :**

- ACTE D'ENGAGEMENT
- CCAP
- ATTENDUS DU PC
- PLAN GENERAL DE COORDINATION DU C.S.P.S. (P.G.C.)
- LE RAPPORT INITIAL DU CONTROLEUR TECHNIQUE (R.I.C.T.)
- CCAG
- ETUDES DE SOL / POLLUTION
- DIAGNOSTICS DIVERS SUR EXISTANT (Structures, amiante, Plomb, Termites, ...)
- ETUDE THERMIQUE
- NOTICE DESCRIPTIVE.

**Pièces Ecrites :**

- CCTP TCE

**Documents Divers :**

- Voir liste des pièces écrites des BET.

**Les plans Architecte :**

- Voir liste des pièces architecte.

**Les plans techniques :**

- Voir liste des pièces graphiques des BET.

Les plans techniques DCE, joints au présent dossier, ont pour objet de préciser les dispositions préconisées par la maîtrise d'œuvre.

En aucune manière, ils ne représentent des PEO ou des pré-plans d'exécution.

Ainsi, ces plans techniques ne représentent pas, d'une manière exhaustive, l'ensemble des éléments dus par l'entreprise.

Il appartient à l'entreprise, dans le cadre de son Marché, d'établir les PEO à partir des prescriptions du CCTP, des plans Architecte dernier indice, des Règles de l'Art, des Normes et Réglementation en vigueur et des plans de principe joints au présent marché.

**ORDRE DE PRESEANCE DES PIECES CONTRACTUELLES**

Il est précisé que :

- Par dérogation expresse à la norme NF P 03-001, l'ordre d'énumération des pièces listées est indicatif et ne vaut pas ordre de préséance ;
- L'ensemble des pièces visées au CCAP, constituant les pièces techniques particulières sont prévues comme étant du même niveau.

Dans le cas d'une contradiction, quelle qu'en soit l'origine, entre pièces d'un même niveau, entre plusieurs plans ou entre plusieurs documents techniques, l'appréciation en reviendra d'autorité au MAITRE D'OEUVRE, étant entendu que prévaudra la pièce dont les prescriptions sont les plus contraignantes et assurent la meilleure satisfaction de la MAITRISE D'OUVRAGE et de la MAITRISE D'OEUVRE.



**NOTE COMMUNE**

**1.5 PGCSPS**

L'entreprise doit prendre en considérations toutes les remarques du CSPS dans le dossier PGCSPS, elle doit se baser sur ces remarques pour établir son PPSPS.

**1.6 RICT**

L'entreprise prendra en compte les remarques du contrôleur technique dans son rapport initial qu'il aura préalablement présenté au maître d'ouvrage.

**1.7 RAPPORT DE SOL**

Une campagne de reconnaissance des sols de fondation et des fondations existantes, a été effectuée, sur commande du Maître d'Ouvrage.

Les rapports de reconnaissances de sol et de reconnaissances des fondations, sont annexés au présent marché global et forfaitaire, afin que l'entrepreneur puisse établir son offre.

L'entreprise adressera au Maître d'œuvre et au géotechnicien toutes les demandes de renseignements complémentaires qui lui apparaîtraient nécessaires, en particulier, pour l'étude de la réalisation des terrassements et des fondations.

Elle ne pourra se prévaloir d'une quelconque imprécision ou omission pour remettre en cause le caractère global et forfaitaire de son marché.

Les travaux de l'entreprise titulaire des présents travaux seront effectués dans le respect des conclusions du rapport de sol joint au présent dossier.

Voir conclusions du rapport de sol dans le gros-œuvre.

**1.8 PERMIS DE CONSTRUIRE ET DE DEMOLIR**

L'entreprise devra prendre en compte l'ensemble des attendus du permis de construire et de démolir pour la réalisation de ses travaux.

**NOTE COMMUNE**

**2 REGLEMENTATION APPLICABLE**

**2.1 PREAMBULE**

Les clauses du présent C.C.T.P. ne sauraient en aucun cas prévaloir sur les clauses du C.C.A.P. et de ses éventuelles annexes.

Ce C.C.T.P. constitue un cadre de spécifications techniques dans lequel certains détails peuvent ne pas être formulés explicitement sans supprimer pour autant l'obligation de les réaliser.

Il ne sera pas admis qu'en cours de travaux, l'entreprise argue une insuffisante connaissance des travaux des autres corps d'état et interprètent le seul descriptif de leur corps d'état pour s'autoriser :

- À fournir un travail qui ne permette pas au corps d'état lui succédant d'exécuter un ouvrage conforme au C.C.T.P. et aux règles de l'Art,
- À fournir un travail qui ne soit pas conforme au C.C.T.P. et aux règles de l'Art, sous prétexte d'une prestation incomplète du corps d'état le précédent,
- À exécuter un ouvrage non conforme au C.C.T.P. et aux règles de l'Art, sous prétexte qu'une prestation incluse dans cet ouvrage devrait être fournie par un autre corps d'état.

Il ne pourra être question d'omissions qui entraîneraient :

- Une non-conformité aux règlements en vigueur,
- Un mauvais fonctionnement des installations de tous ordres,
- Un défaut d'étanchéité quel qu'il soit,
- Un défaut d'isolation thermique,
- Un défaut d'isolation acoustique,
- Une non-conformité avec la tenue au feu réclamée pour un matériau ou une fourniture mise en œuvre,
- Une mauvaise exécution des fondations et autres ouvrages structuraux.
- Une non-conformité entraînant la non-obtention des différents labels et certifications

Dans tous les cas, l'interprétation du C.C.T.P. et des documents graphiques revient de droit à la maîtrise d'Œuvre.

L'entreprise devra prévoir, outre les travaux décrits au présent C.C.T.P. et aux plans, tous les travaux de sa profession nécessaires au parfait et complet achèvement des parties de l'ouvrage incluses à son corps d'état, et notamment, et y compris la mise en place des éléments permettant d'assurer la sécurité de ses personnels et des tiers.

L'entreprise suppléera par sa connaissance professionnelle aux éléments qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les plans et le C.C.T.P., et d'informer le Maître d'œuvre, avant la remise de leur offre.

Il est expressément stipulé que ces descriptions et indications n'ont pas de caractère limitatif et que l'entreprise devra prévoir tous les travaux de leur spécialité,

**NOTE COMMUNE**

nécessaires au parfait achèvement des constructions et à l'obtention des performances et exigences demandées par le Maître d'Ouvrage.

Dans le cas où l'entreprise estimerait ne pas avoir reçu suffisamment de renseignements pour remettre son offre, il lui appartiendrait de questionner le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre avant cette remise d'offre.

Dans le cas où aucune question ne serait formulée avant l'offre écrite de l'entreprise, aucune réclamation ne pourrait être prise en considération par la suite.

En conséquence, l'entreprise est tenue de prendre connaissance de l'ensemble du dossier et ne pourront se prévaloir d'une omission dans la description ou sur les plans de leur corps d'état, ni ceux d'autres corps d'état, donnant des indications concernant ses ouvrages.

Lorsque l'interprétation des Normes et de deux chapitres différents du C.C.T.P. semble aboutir à plusieurs solutions apparemment contradictoires, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire appliquer la clause qu'il juge appropriée sans que l'entreprise concernée puisse prétendre à une modification de prix et de délai.

**2.2 TEXTES APPLICABLES**

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art de la construction, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales publiées par le REEF, établies par le CSTB dont la plupart ont été constituées en D.T.U., suivant leur dernière publication à la date de remise des offres.

Ces documents indiquent de façon précise :

- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux ;
- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages, impérativement applicables aux travaux du présent dossier, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans le C.C.T.P. ;
- Sont également applicables aux travaux, les différentes normes de l'AFNOR, les EURO-Normes et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des offres ;
- Si pour une raison quelconque, une entreprise proposait des matériaux ou des techniques ne se rattachant à aucune norme, elle doit le signaler lors de la remise de son offre et seul la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle pourraient décider de leur utilisation.

Sont également applicables :

- L'ensemble des textes relatifs au code du travail et à la protection et à la santé des travailleurs ;
- Tous les textes en vigueur à la date de remise des offres. En cas de divergence entre les différents textes et règlements, le plus contraignant sera retenu et appliqué ;
- Les cahiers de prescriptions techniques des fabricants ;
- L'entreprise se conformera aux exigences des compagnies concessionnaires locales ENEDIS, EAU et ASSAINISSEMENT, FRANCE TELECOM...) ainsi qu'aux services de sécurité et de police (POMPIERS, SERVICES MUNICIPAUX) qu'elle

**NOTE COMMUNE**

s'engage à consulter avant l'exécution des ouvrages, chacune pour ce qui les concernent.

Les règles relatives aux mesures de sécurité qui doivent être prises lors de travaux de soudage : permis feu ou permis de travail par points chauds en application de l'arrêté ministériel du 19 Mars 1993 :

- Règlement de la VILLE,
- Avis techniques (ATEC) français ou européens,
- Agrément Technique d'Expérimentation (ATEX),
- Le code de l'urbanisme,
- Les recommandations professionnelles,
- Règlement sanitaire du département applicable au département concerné par le site,
- Le code du travail et de la construction,
- Liste non exhaustive.

Il peut être envisagé exceptionnellement de déroger à certaines dispositions, autres que celles assujetties à des exigences à caractère réglementaire, dès lors que le Maître d'ouvrage serait en mesure de justifier ce non-respect de l'exigence à l'organisme certificateur qui statuera sur les éléments fournis.

Si le projet fait l'objet d'une expérimentation en matière de construction (Décret n°2017-1044 du 10 mai 2017), l'avis favorable des ministres en charge de la construction et de l'architecture doit être transmis à CERQUAL avant le dossier marché.

**2.3 ACOUSTIQUE**

Le projet sera soumis au respect des réglementations acoustiques en vigueur des bâtiments d'habitation collective neuve (arrêté 30 juin 1999) et la NRA.

Les prestations nécessaires pour l'acoustique des façades et l'acoustique interne, sont définies dans la notice acoustique joint au présent dossier.

**NOTE COMMUNE**

## **2.4 SECURITE INCENDIE**

L'établissement reste classé en établissement recevant du public (ERP) de 5ème catégorie de type W (administration).

Il comportera des activités de type R (locaux d'enseignement et de formation) et de type N (restaurant d'application), mais ne comportera pas de locaux à sommeil.

Pour plus de détail, voir la notice de sécurité incendie jointe au dossier.

Les dispositions prévues seront conformes notamment aux textes suivants :

- Arrêté du 31 janvier 1986 modifié par les arrêtés du 18 août 1986, du 19 décembre 1988 et du 19 juin 2015 relatifs à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation
- Articles R121.1 à R121.13 du code de la construction et de l'habitation : Protection contre le feu, classification des matériaux
- Instruction technique n°249, relative aux façades
- Arrêté du 4 novembre 1975 relatif à la toxicité des matériaux.

La Notice de Sécurité Incendie jointe au dossier définit toutes les prescriptions en termes de protection contre les risques d'incendie.

## **2.5 LABELS – THERMIQUE**

Exigence thermique :

Le présent projet respectera les labels souhaités par le Maître d'Ouvrage à savoir :

- Performance énergétique du bâti :  $Cep\ (projet) \leq 0.70\ Cep\ (Référence)$  et  $Cep\ (projet) \leq Cep\ (Initial) - 40\%$
- Déperditions du bâtiment  $U\ bât < U_{bât,max}$
- Température intérieure  $Tic < Ticref$

L'entreprise devra respecter les produits et matériaux proposés et pourra proposer des optimisations et équivalences dans la mesure du respect des labels visés et des réglementations et bénéficiant d'une FDES.

**NOTE COMMUNE**

**2.6 REGLEMENTATION CONCERNANT L'ACCESSIBILITE DES BATIMENTS AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE**

Les règles concernant l'accessibilité des personnes handicapées lors de la construction ou de la création d'ERP sont fixées par les articles R. 111-19 à R. 111-19-6 du CCH et l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006.

Les règles applicables à l'accessibilité et l'aménagement des postes de travail des travailleurs handicapés sont fixées par les textes suivants :

- Article L111-7 de la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006,
- Articles R. 4214-24 à R. 4214-28 du Code du travail,
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées, applicable aux opérations de construction ou d'aménagement de bâtiments pour lesquelles une demande de permis de construire est déposée à partir de six mois après la date de parution de l'arrêté,
- Guide pratique de l'accessibilité édité par le ministère de la Culture et de la Communication : Culture et Handicaps.

**2.7 CHARGES D'EXPLOITATION**

Les charges d'exploitation seront conformes à la Norme Eurocode 1.

Le poids propre des revêtements de sols, des cloisons et des plafonds des gaines suspendues n'est pas compris dans ces charges. Elles seront à ajouter.

**Confère tableau des surcharges dans le CCTP de l'entreprise titulaire des travaux  
« Démolition / Terrassements / Gros œuvre »**

**2.8 CLASSEMENT UPEC**

L'entreprise prendra en compte les dispositions prévues dans la réglementation en matière de classement UPEC (notamment le Cahier 3782\_V2 – Juin 2018 - Revêtements de sol : Notice sur le classement UPEC et classement UPEC des locaux.

La conformité des produits de revêtements de sol vis-à-vis du classement UPEC sera à justifier par les PV et les fiches techniques des produits.

**NOTE COMMUNE****2.9 DEFINITION DES PRODUITS****2.9.1 Respect des dispositions réglementaires**

Le projet sera réalisé avec des produits et procédés exclusivement certifiés, dans les catégories en disposant aujourd'hui ou, à défaut justifiant de caractéristiques équivalentes (au sens de la recommandation T1-99 du GPEM établie en date du 7 octobre 1999 (justification à fournir par le fabricant à la demande du maître d'ouvrage).

L'ensemble des produits, procédés ou matériaux sera conforme aux normes NF correspondantes et mise en œuvre selon les DTU en vigueur. A défaut, ils posséderont un avis technique en cours de validité, un DTA, un Pass Innovation ou disposeront d'un ATeX du CSTB.

L'entreprise sera en mesure de fournir au maître d'ouvrage les informations concernant les performances environnementales se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs, relatifs à l'ensemble des corps d'état, en référence à l'application de la NF P 01.010.

A défaut quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant les performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, seront au moins connues de l'entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la norme NF P 01-010.

A savoir, la maîtrise des risques sanitaires concerne actuellement :

- La contribution à la qualité des espaces intérieurs,
- La contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être le cas échéant comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le Maître d'Ouvrage, en la matière.

**NOTE COMMUNE****2.9.2 Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux**

L'entreprise devra mettre à disposition, quand elles existent, les fiches de déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction, notamment les indicateurs sur la qualité de l'air, se rapportant à la structure, l'enveloppe, le cloisonnement et les revêtements intérieurs, relatifs à leur corps d'état, en référence à l'application de la Norme NF-P 01-010.

A défaut, quand elles n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, seront au minimum connu de chaque entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences de la Norme NF-P 01-010 (2) (3) (4) et les profils environnementaux de produits (PEP) conformes à la norme ISO14025 pour les équipements électriques. A savoir, l'évaluation des risques sanitaires concerne actuellement :

- La contribution à la qualité sanitaire des espaces intérieurs,
- La contribution à la qualité sanitaire de l'eau.

Ces informations pourront être, le cas échéant, comparées au niveau de performance (quantitatif et qualitatif) fixé par le Maître d'Ouvrage, en la matière.

L'entreprise devra fournir au minimum 10 fiches FDES (collective ou individuelle) conformes à la norme NF P01010. Les fiches doivent être fournies au maître d'ouvrage, parmi les produits choisis dans l'opération et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO14 025 pour les équipements électriques. Recommandation : de façon préférentielle, 1 FDES (collective ou individuelle) pour chaque famille énumérée ci-dessous sera fournie :

**CORPS D'ETATS : VOIRIE / RESEAUX DIVERS – STRUCTURE/MACONNERIE/GROS ŒUVRE/CHARPENTE – FACADES, COUVERTURE/ ETANCHEITE- MENUISERIES INTERIEURES ET EXTERIEURES/ FERMETURES, ISOLATION, CLOISONNEMENT /FAUX PLAFONDS, REVETEMENT DE SOLS ET MURS/ PEINTURE/PRODUITS DE DECORATION, PRODUITS DE PREPARATION ET DE MISE EN ŒUVRE, EQUIPEMENTS SANITAIRES ET SALLE D'EAU.**

Au moins deux équipements du génie électrique ou deux équipements du génie climatique, disposant d'une PEP (profil environnemental de produit) Eco passeport devront être sélectionnés par le Maître D'Ouvrage.



## NOTE COMMUNE

**2.9.3 Qualité sanitaire de l'aire à l'intérieur**Fibres et particules cancérogènes

En présence de laines minérales, elles seront certifiées EUCB.

Le Maître d'Ouvrage doit préciser dans les documents d'appel d'offres que l'entreprise devra mettre à disposition les informations disponibles sur les risques d'émission de fibres et particules cancérogènes classées CMR1 des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des appartements.

COV/formaldéhyde :

Emissions de formaldéhyde et autres composés organiques volatiles :

- L'étiquetage, au sens de l'arrêté du 19 avril 2011, vise les produits suivants lorsqu'ils sont destinés, exclusivement ou non, à un usage intérieur (Revêtements de sol, mur ou plafond, cloisons et faux plafonds, produits d'isolation, portes et fenêtres, peintures et vernis, produits destinés à la pose ou à la préparation des produits mentionnés avant.)

Ne sont pas concernés les produits composés exclusivement de verre non traité ou de métal non traité, ni aux produits de serrure, ferrure ou de visserie.

Les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis matériaux sont étiquetés A au minimum, au sens de l'arrêté du 19 avril 2011.

Les produits de construction et de décoration sont soumis à l'arrêté du 30 avril 2009 et son complément du 28 mai 2009, relatif aux limites réglementaires d'émissions des substances classées CMR 1 / CMR 2 / CMR 3 :

- CMR1 =Cancérogène/Mutagène/Reprotoxique PROUVE pour l'homme,
- CMR2 =Cancérogène/Mutagène/Reprotoxique PROBABLE pour l'homme,
- CMR3 =Cancérogène/Mutagène/Reprotoxique POSSIBLE pour l'homme.

## NOTE COMMUNE

**2.9.4 Matériaux renouvelables****2.9.4.1 Impact sanitaire****Emission de fibres et particules cancérogènes**

Les Informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérigène classées CMR2 des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des pièces.

**Emissions en formaldéhyde des dérivés de bois**

Les panneaux de contreplaqué devront être de classe A selon la norme NF en 1084. Les panneaux de fibres et les panneaux de particules devront être de classes E1 selon la norme NF EN 13986 et testés en fabrication selon la norme NF 717-1 d définissant l'émission en formaldéhyde.

**Traitement de préservation du bois**

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335). En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE ou être un traitement n'utilisant pas de substance active (avec procédure ATec ou ATex).

**Traitement de finition des bois**

En cas de traitement de finition du bois, ces derniers devront respecter le décret n°2006-623 du 29 mai 2006.

La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) sera adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).

En cas de traitement des produits bois, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide en phase aqueuse conforme à la directive 98/8/CE et le bois traité est labellisé CTB-B+ (ou équivalent) ; ou le bois est traité en usine avec un produit labellisé CTB-P+ ou équivalent.

**NOTE COMMUNE****2.9.5 Performances acoustiques des matériaux mis en œuvre**

Dans le cas où les matériaux prévus ne donneraient pas l'isolement acoustique nécessaire, l'entreprise devra en informer le Maître d'Œuvre d'exécution et proposer tous autres matériaux donnant cette garantie d'isolement dans le cadre de son forfait.

- L'inobservation de ces prescriptions, de même que le défaut de résultat, engageant la responsabilité de l'entreprise qui devra notamment exécuter sans délai et sans pouvoir solliciter aucun supplément de prix, tous travaux de renforcement ou complémentaires, qui s'avèreraient nécessaires selon le Maître d'Œuvre, le Bureau de Contrôle, ou tout autre autorité administrative ou judiciaire compétente ;
- Les travaux de nature à satisfaire aux exigences acoustiques relèvent de la garantie de parfait achèvement visée à l'article 1792-6 du Code Civil ;
- Même si les défauts d'isolation phonique sont apparents lors de la réception, le Maître d'Ouvrage n'est pas tenu de les mentionner par des réserves au procès-verbal de réception, à la seule condition qu'il les dénonce à l'entreprise dans le délai d'un an à compter de la réception.

**2.9.6 Performances vis-à-vis du feu**

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour s'assurer que le degré coupe-feu des ouvrages prévus est bien respecté : conduits, portes, cloisons et tous autres ouvrages et revêtements, en tenant compte qu'il se doit de vérifier si les indications, données sur les plans et descriptifs pour certains ouvrages, sont conformes aux règlements de sécurité en vigueur.

L'entreprise devra s'en remettre à toutes les dispositions du permis de construire et de ses annexes, au rapport du Bureau de Contrôle et à tous autres éléments des pièces contractuelles.

Tous les intervenants devront justifier de l'utilisation de matériaux classés (joints de dilatation, ventilations etc.), en utilisant la fiche produit jointe en annexe.

**NOTE COMMUNE**

**2.9.7 Agrément et réception des matériaux**

Toutes les fournitures et tous les matériaux avant leur emploi seront présentés sur le chantier ou en usine à la vérification et à l'acceptation provisoire du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Il est précisé que les matériaux mis en œuvre ne devront pas faire partie de « fin de série ».

L'entreprise doit indiquer l'origine et le lieu de fabrication de ses fournitures et matériaux.

Les matériaux soumis à essais ne pourront être utilisés qu'autant que les résultats des essais auront permis de les accepter.

L'entreprise devra donc prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'un laps de temps suffisant à la durée des essais soit compris entre l'approvisionnement d'un matériau et sa mise en œuvre.

Ces essais seront effectués aux frais de l'entreprise.

La mention de chaque réception sera faite sur le rapport de chantier. Il en sera de même des refus éventuels de matériaux.

Toute réclamation éventuelle de l'entreprise quant au refus de matériaux devra être présentée par écrit au Maître d'Œuvre, dans un délai de 3 jours suivant le jour de la mention sur le rapport de chantier.

L'entreprise, en tout état de cause, reste responsable auprès du Maître d'Ouvrage.

Elle doit s'assurer auprès des fabricants qu'ils acceptent les prescriptions des descriptifs, en ce qui concerne la qualité des fournitures et matériaux et les conditions de contrôle et d'essais.

## NOTE COMMUNE

**2.10 EMISSION DE FORMALDEHYDE ET AUTRES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILES**

Produits mis à disposition sur le marché avant le 1er janvier 2012 :

A partir du 1 septembre 2013, les produits de construction et de revêtement de murs ou sols et des peintures et vernis matériaux, sont étiquetés A au minimum.

Produits mis à disposition sur le marché à compter du 1er janvier 2012 :

A partir du 1er janvier 2012, les produits de construction de revêtement de murs ou sol et des peintures et vernis matériaux, sont étiquetés A au minimum.

**2.11 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LES CHANTIERS**

L'entreprise sera contractuellement tenue de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du Coordonnateur SPS concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

L'ensemble des travaux de la présente opération sera régi par les textes réglementaires inhérents à la santé et à la sécurité du travail s'appliquant en France, et notamment :

- Loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 modifiant le code du travail et le code de la santé,
- Publique en vue de favoriser la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la santé et à la sécurité du travail (1) (JO n° 5 du 7 janvier 1992),
- Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes no 92-57 en date du 24 juin 1992 (1) (JO n° 1 du 1 janvier 1994 page 14),
- Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (JO n° 301 du 29 décembre 1994 page 18695),
- Décret n° 95-543 du 4 mai 1995 relatif au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (JO n° 107 du 6 mai 1995 page 7239),
- Arrêté du 7 mars 1995 fixant le contenu de la déclaration préalable à laquelle sont soumises certaines opérations de bâtiment ou de génie civil et pris pour l'application de l'article L. 235-2 du code du travail (J O n° 66 du 18 mars 1995 page 4249),
- Arrêté du 7 mars 1995 relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément des organismes de formation (art. R. 238-15 du code du travail) (J O n° 73 du 26 mars 1995 page 4860),
- Décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) (J O n° 22 du 26 janvier 2003 page 1589),

**NOTE COMMUNE**

- Arrêté du 25 février 2003 modifiant l'arrêté du 7 mars 1995 modifié relatif à la formation des coordonnateurs et des formateurs de coordonnateurs en matière de sécurité et de santé ainsi qu'à l'agrément d'organismes de formation (art. R. 238-15 du code du travail) et modifiant l'arrêté du 3 octobre 1984 modifié relatif à la commission spécialisée en matière de prévention des risques spécifiques aux secteurs du bâtiment et des travaux publics (J O n° 55 du 6 mars 2003 page 3904),
- Arrêté du 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 235-6 du code du travail fixant une liste de travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis (J O n° 55 du 6 mars 2003 page 3903).

**NOTA :** Bien que les documents tels que C.C.T.G., cahier des charges, D.T.U., Normes, REEF, règles professionnelles, lois, arrêtés, décrets, règlements, etc. ne soient pas joints, ils sont censés être connus de l'entreprise et font partie intégrante des pièces contractuelles du marché.

Dans le cas où les ouvrages décrits au présent C.C.T.P. pourraient différer ou comporter des indications opposées aux textes nommés ci-avant l'Entrepreneur devra en informer le Maître d'Œuvre.

**2.12 CONTENU DE LA PROPOSITION DE L'ENTREPRISE**

Outre les fournitures, la main d'œuvre et toutes les dépenses indispensables à la bonne exécution des ouvrages, la proposition de l'entreprise comprendra :

- Les études, dessins et détails d'exécution nécessaires pour approbation par le maître d'ouvrage,
- Les implantations et tracés,
- Le contrôle et le signalement au Maître d'œuvre des erreurs ou omissions concernant les dispositions adoptées, la mise en œuvre des ouvrages et la coordination des travaux,
- Le contrôle systématique de la compatibilité des matériaux entre eux et avec les ouvrages des autres corps d'état, ainsi que la fourniture et pose des produits prescrits par les fabricants et agréés, pour éviter les désordres de toute nature ;
- Les frais nécessités par le contrôle des matériaux et des ouvrages, pesages, métrages, expériences, analyses, essais, etc...,
- L'installation de chantier, propre à l'entreprise (réfectoire, sanitaires, stockage des matériaux...),
- Les frais d'assurance de chantier,
- Les frais de gardiennage,
- Les branchements aux réseaux (Electricité CF et Cf, téléphone, eau potable, EU, EV, EP, gaz, ...) de la ville,
- Les raccordements aux réseaux d'assainissement,
- Les protections provisoires efficaces pendant le transport et la durée du chantier et leur enlèvement,
- La protection des ouvrages existants attenants,
- La protection des ouvrages des parties conservées,
- Les dispositions à mettre en place pour assurer la protection et la sécurité et leur enlèvement,
- Le transport à pied d'œuvre et le stockage des matériels et des matériaux,
- Tous les moyens de stationnement, de livraison, d'accès et de levage. Les échafaudages et les sujétions qui y sont liés,

**NOTE COMMUNE**

- Tous les travaux accessoires nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages,
- Le nettoyage des ouvrages réalisés par l'entreprise et l'enlèvement de tous déchets, chutes, débris de toutes sortes, gravois provenant des travaux,
- La remise en état de tous les ouvrages dégradés par l'entrepreneur lors de l'exécution de ses travaux,
- Le nettoyage journalier du chantier qui doit être maintenu en parfait état de propreté pendant la durée des travaux,
- Le nettoyage quotidien des abords et des espaces communs,
- Les charges et droits de voirie et de police pour l'occupation, l'entretien et la réparation de la voie publique, résultant soit des installations de chantier, soit de dégradations dues au chantier,
- La gestion des eaux d'exhaure en phase chantier : leur rejet provisoire à l'égout est soumis à autorisation et redevance,
- Les soumissionnaires devront fournir dans leur offre un devis quantitatif et estimatif détaillé, par corps d'état,
- La présentation des échantillons des matériaux,
- La participation aux réunions de chantiers et aux réunions de coordination et pilotage du chantier,
- Installations réglementaires du chantier,
- Mise en place et enlèvement des bennes pour le tri des déchets,
- La mise en place d'un homme vert,
- Tous les essais imposés dans chaque CCTP concerné,
- Protection des ouvrages jusqu'à la réception des travaux,
- Fourniture d'instruction pour l'entretien de chacun des ouvrages et sous forme de notice,
- Fourniture des DOE et DIUO en fin de chantier,
- Des compteurs d'énergies éventuels pendant la phase du chantier (compteurs Electricité, Eau, Téléphone...),

**2.13 ETABLISSEMENT DES QUANTITES ET DES DETAILS ESTIMATIFS**

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Les détails estimatifs et les quantités y figurant sont établis par l'entreprise selon les différents articles des CCTP. A défaut d'indication précise sur ces documents, les quantités sont réputées déterminées selon les dimensions réelles des ouvrages à réaliser et sont exprimées soit à l'unité U, soit au mètre linéaire ml, soit au mètre carré m<sup>2</sup>, soit au m<sup>3</sup>, soit au Kilogramme, sans aucune majoration pour coupes, déchets, foisonnement, raccords, difficultés de mise en œuvre, etc...

Les prix établis par l'entreprise et portés en regard de ces quantités tiennent compte de ces sujétions, de celles énumérées dans l'article correspondant du CCTP, des charges imposées par les différents documents contractuels.

Après remise de leur offre, l'entreprise ne peut prétendre à réclamation sur les quantités qu'ils ont portées au détail estimatif, ce document n'étant pas contractuel et les prix d'œuvre qu'il contient servant seulement à établir les situations mensuelles, les révisions ainsi que les prix nouveaux éventuels.

**NOTE COMMUNE**

**2.14 COMPLEMENTARITE DU CCTP ET DES PLANS**

Le C.C.T.P. et les plans se complètent. En conséquence, tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est implicitement dû par l'entreprise et vice-versa.

Les documents écrits et graphiques établis par la Maîtrise d'œuvre, ont pour but de renseigner l'entreprise sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Avant tout commencement d'exécution, l'entreprise s'assure de l'exactitude des cotes des plans et coupes du DCE, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part à la Maîtrise d'œuvre des éventuelles observations.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'entreprise doit, comme étant compris dans ses prix, sans exception ni réserves, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

Du fait de la remise de son offre l'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble du DCE. Pour tel corps d'état, ils ne peuvent se prévaloir d'une omission dans les pièces écrites du dit corps d'état si celles d'un autre corps d'état donne des indications sur l'ouvrage ou la partie d'ouvrage omis. Cet ouvrage ou partie d'ouvrage est dû et exécuté par l'entreprise pour lequel l'ouvrage ou la partie d'ouvrage est traditionnellement du ressort et réalisé par analogie avec les ouvrages ou partie d'ouvrage décrits.

En conséquence, l'entreprise doit tous les travaux, fourniture et prestations mêmes non explicitement désignées nécessaires à l'exécution normale et parfaite au sens habituel du terme et des Règles de l'Art, celui-ci étant réputé avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences des autres corps d'état sur ses propres travaux.

Les CCTP et les plans techniques ou Architectes du DCE sont réputés être complémentaires les uns par rapport aux autres et réciproquement. Ainsi, l'entreprise ne pourra arguer un manque de précision des CCTP ou des plans si des ouvrages sont décrits aux CCTP et non figurés sur les plans ou figurés aux plans et non décrits aux CCTP.

**2.15 VERIFICATION DES LIMITES DE PRESTATIONS**

Les MOA et MOE informeront l'entreprise des éventuelles modifications apportées pendant la phase de négociations.

L'entreprise devra valider le tableau de limites de prestations avant la remise de son offre, et informer le MOE des éventuelles observations.



**NOTE COMMUNE**

**2.16 VERIFICATION DES COTES PORTEES AUX PLANS**

L'entreprise est tenue de vérifier, avant toute exécution, les cotes portées sur les plans qui leur sont remis.

Elle devra immédiatement signaler au Maître d'œuvre les erreurs qu'elle constaterait, et proposer les adaptations permettant de réaliser l'ouvrage.

**2.17 DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS D'ETUDES**

L'entreprise a pour obligation d'établir les documents d'exécution (plans, détails, notes de calculs, fiches techniques, hormis les plans d'installation de chantier...), en complément de ceux fournis dans le dossier de consultation des entreprises.

Ces documents devront être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du Bureau de contrôle en temps opportun.

**2.18 OFFRE DE PRIX**

L'entreprise est réputée s'être engagée sur le dossier marché en toute connaissance de cause :

- Le dossier d'appel d'offres dans son intégralité,
- Le site et les sujétions propres,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- L'arrêté du permis de construire et l'ensemble des avis techniques émis,
- Prise en compte des autres documents figurant dans le dossier DCE/Marché.

Elle devra signaler toutes erreurs ou omissions éventuelles, car elles ne pourront prétendre que celles-ci fassent l'objet d'une suspension de travaux ou d'une demande de supplément de prix.

Toutes les précisions mentionnées sur les pièces graphiques, non décrites dans le C.C.T.P. sont dues par l'entreprise et vice-versa.

Au cas où la concordance entre deux ou plusieurs documents peut donner lieu à interprétation, l'appréciation en revient d'autorité au Maître d'œuvre d'exécution.

D'une façon générale, la solution retenue sera celle conduisant à la prestation la plus complète et la meilleure qualité.

Devront être exécutés comme étant dans le prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de la profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages et permettant une utilisation satisfaisante dans le cadre de l'ensemble de l'opération.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'un Coordinateur Sécurité Santé ainsi qu'un contrôleur technique sont désignés par le Maître d'Ouvrage et que toutes leurs demandes sont à prendre en compte dans le cadre de son Marché forfaitaire.

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise mettra toute en œuvre pour garantir un parfait achèvement des travaux tout en respectant le délai des travaux. Dans tous les cas l'entreprise est au courant du caractère global et forfaitaire de son marché avec obligation des résultats.

Les marques et produits dont fait rappel le présent CCTP sont indiqués afin que l'entreprise puisse établir une base de prix correspondant aux objectifs suivants :

- Performances,
- Qualités,
- Respect de l'économie du projet,
- Respect des contraintes du marché,
- Qualitatifs, performantiels et d'aspect exigibles.

L'entreprise pourra éventuellement présenter des matériaux de marque différente mais respectant l'esprit du projet et des contraintes, toutes choses étant égales par ailleurs.

Ces produits devront être confirmés par écrit lors de la soumission.

En l'absence de toutes références nouvelles ou de produits nouveaux, le Maître d'œuvre pourra exiger ceux prescrits dans les pièces du marché, sans que l'entreprise puisse prétendre à un supplément de prix.

**2.19 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE**

- Lors de la remise de son offre l'entreprise devra fournir les éléments suivants :
  - Cadre DPGF complété par l'entreprise faisant apparaître les détails et sous-détails de ses prix,
  - Les options éventuelles seront chiffrées obligatoirement,
  - Documentation complète sur les matériaux proposés (mise en œuvre, attestation coupe-feu, AT, PV, ...),
  - Des schémas ou des détails des points singuliers nécessitant une attention particulière.
- En tout début de chantier, l'entreprise doit fournir les éléments suivants :
  - Le planning d'exécution des travaux,
  - Un mode opératoire des travaux à réaliser,
  - Les plans et notes de calculs des travaux à réaliser accompagnés des AT, PV...,
  - Présentation des échantillons des ouvrages à réaliser.
- En cours de chantier, l'entreprise doit :
  - Modifier ses plans ou notes de calculs en fonction des remarques du maître d'œuvre, CT ou CSPS,
  - Fourniture et pose des ouvrages à réaliser,
  - Réaliser des essais et contrôles internes.
- En fin de chantier, l'entreprise doit :
  - La protection de ses ouvrages,
  - Fourniture des fiches d'autocontrôle de la personne responsable de l'entreprise,
  - Participation aux OPR,
  - Suivi des OPR et levées des réserves avec le logiciel FINALCAD,
  - Lever les différentes réserves,
  - Fourniture des fiches d'entretien,
  - Etablissement des dossiers DOE, DIUO.

## NOTE COMMUNE

**2.20 PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE**

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, l'entreprise devra implicitement :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- L'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- L'établissement des plans d'exécution ;
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- La fixation par tous moyens de ses ouvrages ;
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et les nettoyages pendant et après travaux ;
- La main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans " comme construit " pour être remis au Maître de l'Ouvrage à la réception des travaux ;
- La remise de toutes les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- Les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- Tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

**2.21 ETUDE THERMIQUE**

**l'entreprise titulaire des travaux CVC/PB, devra fournir en phase exécution la note de calcul thermique pièce par pièce.**

Elle devra être fournie par l'entreprise au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle avant la fin de la période de préparation du chantier, pour approbation.

Les calculs seront conformes à la norme EN 12 831.

L'Entreprise prendra toutes dispositions pour assurer les isolations thermiques conformément aux arrêtés, décrets et règlements en vigueur, tenant compte en plus des précisions dans les descriptifs en fonction de la catégorie de la construction et des travaux envisagés.

Elle se doit ainsi de vérifier si les indications données à titre de renseignements sur certains ouvrages, aux plans et descriptifs sont conformes.

Dans le cas où les plans et descriptifs ne donneraient pas tous les renseignements nécessaires et que ceux donnés ne seraient pas conformes, l'entreprise se devra d'y apporter toutes les rectifications et adjonctions utiles après en avoir avisé le Maître d'Œuvre.

L'exécution des travaux devant être impérativement conforme aux dispositions de ces arrêtés et décrets.

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise devra donc exécuter les travaux pour donner l'isolation thermique prévue dans lesdits décrets, arrêtés et autres, dans le cadre de son forfait, même s'ils ne sont pas nommément désignés dans les descriptifs et plans, celle-ci se devant de faire toutes les observations à la remise de ses prix.

Dans le cas où elle ne remettrait pas ces précisions, elle aura à sa charge et dans le cadre de son forfait, l'exécution des travaux nécessaires pour être en conformité avec ces règlements.

L'entreprise doit, dans le cadre de son forfait tous les calculs thermiques, et ceux des différents coefficients.

Elle doit également prendre en compte au titre de son marché toutes les incidences financières en découlant.

**2.22 ETUDES ACOUSTIQUES**

L'entreprise devra fournir en phase exécution les notes de calcul acoustique, qui rassembleront l'ensemble des notes de calcul et qui définira les performances acoustiques des matériaux à mettre en œuvre en façades.

Les notices acoustiques permettront de définir les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux exigences de la réglementation, en conformité avec la Notice acoustique jointe au dossier de consultation.

Elles devront être fournies par l'entreprise au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle avant la fin de la période de préparation du chantier, pour approbation.

Les notes de calcul concernent :

- L'isolement aux bruits aériens vis-à-vis de l'extérieur ( $D_{NTA, Tr}$ ) (**TRAVAUX DE MENUISERIES EXTERIEURES – OCCULTATIONS**) ;
- L'isolement acoustique entre locaux du projet (**TRAVAUX DE TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE**) ;
- Les niveaux de pression pondérés du bruit de choc standardisé ( $L_{NT, w}$ ) (**TRAVAUX DE TERRASSEMENT - GROS ŒUVRE**) ;
- Les durées de réverbération (**TRAVAUX CLOISONS – DOUBLAGES**)
- Les niveaux de bruit de fond toutes sources confondues.

Tous les frais liés à ces études sont inclus dans l'offre de prix de l'entreprise.

## NOTE COMMUNE

**2.23 ECHAFAUDAGES**

Ils seront mis en œuvre pour l'ensemble des travaux (ravalement, gros œuvre, étanchéité, menuiserie extérieure, serrurerie-Métallerie, ...).

Pendant la durée d'installation des échafaudages et protections, l'entreprise titulaire des travaux **Revêtements de façades / Bardages** devra assurer leur bon état de conservation, d'entretenir et maintenir des éléments constitutifs établis pour assurer toute protection et sécurité en permanence.

L'entrepreneur installera les échafaudages qui lui seront nécessaires, les sapines, treuils, poulies, plans inclinés etc... à l'intérieur de la palissade de chantier, à un emplacement déterminé en accord avec le Maître d'Œuvre.

Toutes dispositions seront prises pour interdire l'accès aux échafaudages pendant les heures de fermeture du chantier et pour que ceux-ci ne permettent pas l'accès et l'introduction à l'intérieur du chantier ou du bâtiment hors des périodes d'activité du chantier.

Suivant la nécessité et notamment dans le cas de travaux exécutés au moyen d'un échafaudage suspendu, il sera prévu l'installation de planchers de garantie, éventail de protection, etc.... permettant de parer à la chute de matériaux, outils, gravois ou autres.

La sécurisation des chantiers impose la surveillance renforcée tant des accès que des zones sensibles. L'entreprise devra l'installation d'alarmes radars sur échafaudages et d'alarmes volumétriques à l'intérieur des bâtiments.

Les échafaudages extérieurs doivent être équipés d'un système de détection par radar vidéo ou détecteur de mouvement, installé en hauteur (idéalement >3,5 m) pour assurer une portée optimale, typiquement autour de 17 mètres selon la configuration et les obstacles.

Le matériel utilisé doit présenter une protection adéquate contre les intempéries et les déclenchements intempestifs (immunité animale et végétale, protection IP minimum IP66).

Les détecteurs couvrent les zones d'accès et les points sensibles de l'échafaudage. Les dispositifs doivent être installés dès le début de la période d'inactivité quotidienne et systématiquement lors des interruptions prolongées du chantier.

Les détecteurs volumétriques surveillent les halls, circulations, cages d'escalier et tout local présentant un risque particulier (zone de stockage, accès principal, etc.).

Chaque détecteur volumétrique couvre une zone à 90° avec une portée adaptée (entre 11 et 61 m selon modèle). Il convient de privilégier les emplacements en coin et en hauteur.

Les dispositifs sont paramétrés pour fonctionner pendant les heures de fermeture et leur maintenance doit être assurée selon le protocole du chantier (test périodique et carnet de maintenance dédié).

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise titulaire du lot principal du gros œuvre, ou tout autre lot désigné, est responsable de la mise en œuvre, du contrôle, et de la maintenance de ces dispositifs pour garantir la sécurité durant toute la durée du chantier.

La traçabilité des mises à jour et entretiens doit être assurée par des comptes rendus consignés dans le registre de sécurité du chantier.

Toute anomalie ou déclenchement doit être signalé et faire l'objet d'une intervention immédiate selon les procédures d'astreinte définies.

Les systèmes doivent être dotés de fonctionnalités anti-sabotage et d'alerte vers un centre de télésurveillance lorsque cela est prévu contractuellement.

En cas de défaut de mise en place, des pénalités contractuelles pourront s'appliquer conformément au CCAP et à la réglementation en vigueur.

Ces prescriptions s'appliquent en complément de l'ensemble des obligations relatives à la sécurité des personnes et à la protection des biens imposées par la législation, dont les articles du Code du travail pour la prévention des risques de chantier.

**2.24 NOTES LIMINAIRES**

Le présent CCTP prescrit des matériaux dont la composition répond aux exigences des DTU ou avis techniques applicables à leur mise en œuvre.

La composition de ces matériaux est mentionnée de façon à garantir une parfaite adéquation entre les objectifs architecturaux, les labels, les études thermiques, les études acoustiques.

Le présent CCTP ne prétend pas remplacer les termes de ces avis techniques ou DTU. L'entreprise dûment qualifiée est réputée avoir complété son offre dans le respect de l'ensemble des pièces contractuelles et réglementaires, et des Règles de l'Art.

Son engagement, dans le cadre du présent marché, implique une obligation de résultat pour atteindre les objectifs réglementaires et contractuels, et assurer sans réserve l'ensemble des travaux dans le cadre de la Garantie Décennale.

Les prévisions mentionnées accompagnant les spécifications des divers matériaux et faisant l'objet des articles ci-après doivent être vérifiées et complétées par les informations particulières portées sur les plans architecte.

**NOTE COMMUNE**

**2.25 PRODUITS MIS EN ŒUVRE**

Les marques et produits référencés dans le présent CCTP répondent aux objectives de qualité, de performance et d'aspect exigibles.

L'entreprise pourra donc proposer des matériaux équivalents ou similaires à ceux prescrits. Ces produits devront être confirmés par écrit lors de la soumission.

En l'absence de toutes références annoncées dans l'offre, le produit proposé comme équivalent ou similaire doit présenter les qualités techniques, de durabilité, de fiabilité et d'esthétique au moins égales à celles décrites par le présent CCTP.

Il appartient au Maître d'œuvre d'estimer si les produits proposés par l'Entreprise possèdent le niveau de qualité requis.

En cas de refus du Maître d'œuvre, motivé par un niveau insuffisant de qualité, l'Entreprise ne pourra pas se prévaloir d'une modification en plus-value de son prix, et le Maître d'œuvre pourra exiger les produits et matériaux décrits dans le présent CCTP.

**2.26 MARCHE GLOBAL ET FORFAITAIRE**

S'agissant d'un marché global et forfaitaire, l'entreprise doit toutes les sujétions de pose, la préparation des supports et accessoires, la protection de ses ouvrages, le nettoyage, etc... Conformément aux DTU, cahier des clauses spéciales des DTU, normes NF et EN en vigueur, avis techniques des procédés, préconisations des fabricants et préconisations du présent CCTP.

En aucun cas, elle ne pourra arguer d'un manque d'information, qui ne lui permettrait pas d'achever l'ensemble de ses travaux dans les conditions générales prescrites aux C.C.S et aux conditions particulières du présent marché.

L'entreprise, connaissant parfaitement les procédés et matériaux qu'elles emploient, ne pourra arguer d'erreurs ou d'omissions au CCTP pour ne pas exécuter tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement, et à la conservation des travaux envisagés ; les matériaux et procédés mis en œuvre étant soit des procédés dits traditionnels, soit des procédés faisant obligatoirement l'objet d'un avis technique du CSTB ou d'organismes équivalents agréés (CEBTP, etc....) avec mentions et conclusions favorables.

L'entreprise titulaire du présent marché est censée avoir consulté les différentes pièces complémentaires au présent CCTP et avoir complété son offre en tenant compte des incidences et responsabilités qui leur incombent.

En conséquence, tout ouvrage figurant sur les plans et non décrit dans le présent document est formellement dû et inversement.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder à la reprise, aux seuls frais de l'entreprise, des ouvrages qui conviendraient aux caractéristiques définies dans les pièces du marché.

**NOTE COMMUNE****2.27 CHOIX DES MATERIAUX**

Le projet sera réalisé avec des produits et procédés exclusivement certifiés, dans les catégories en disposant aujourd'hui ou, à défaut justifiant de caractéristiques équivalentes (au sens de la recommandation T1-99 du GPEM établie en date du 7 octobre 1999 (justification à fournir par le fabricant à la demande du maître d'ouvrage).

L'ensemble des produits, procédés ou matériaux sera conforme aux normes NF correspondantes et mise en œuvre selon les DTU en vigueur.

A défaut, ils posséderont un avis technique en cours de validité ou disposeront, d'un ATEX du CSTB.

**2.28 AUTOCONTROLES**

Il est rappelé à l'entreprise que la maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique interviennent ponctuellement en vérification de conformité et de qualité d'exécution ; de ce fait, les personnes responsables de l'entreprise titulaire du présent marché à caractère global et forfaitaire qui sont en permanence sur le chantier doivent assurer leur autocontrôle et ne pas attendre les remarques éventuelles d'autres intervenants.

Il sera demandé en cours de chantier et sera également mis dans le dossier DOE les fiches autocontrôle à chaque étape de la construction.

**2.29 PV ET ESSAIS**

En cours de chantier il pourra être demandé à l'entreprise de réaliser des essais sur les matériaux mise en œuvre ou des essais d'hygrométrie sur les différents matériaux. Tous les essais doivent conclure par des résultats positifs.

En cas de non-conformité l'entreprise mettra en œuvre toutes les dispositions (chauffage, matériaux conformes, réalisations suivant DTU, ...) afin de retrouver des résultats acceptables.

L'entreprise doit la réalisation de ses autocontrôles avec établissement de PV établis sur formulaires légaux (cas des AQC par exemple) ou sur feuilles libres à entête en précisant la méthodologie et le principe normatif appliqué.

Les essais prévus par l'UNP sont applicables.

**NATURE DES ESSAIS :****BETONS :**

Les contrôles effectués par l'entreprise tels que définis par le présent article, ont pour but de vérifier en temps opportun que le béton destiné à l'ouvrage peut être présumé respecter les exigences du marché de travaux.

Ils ne se substituent pas aux tests d'identification d'une fourniture de béton définis dans la norme NF EN 206-1.



## NOTE COMMUNE

En fonction de la classification du chantier que retiendra l'entreprise, il est à réaliser les essais indiqués dans le tableau suivant :

Catégorie de Chantier	Béton à propriétés spécifiées		Béton à composition prescrite (Béton de chantier ou Béton Prêt à l'Emploi)	
	Consistance	Résistance	Consistance	Résistance
Toutes catégories	Inspection visuelle à chaque chargement	Selon catégorie de chantier	Inspection visuelle à chaque chargement	Selon catégorie de chantier
Catégorie A	Mesure si doute suite à inspection visuelle	Mesure en début de chantier puis :	Néant	Néant <sup>1)</sup>
Catégorie B		- tous les 500 m <sup>3</sup> ou tous les mois	Mesure en début de chantier puis tous les 250 m <sup>3</sup> ou tous les mois <sup>2)</sup>	
Catégorie C		- ou tous les 1 000 m <sup>3</sup> si béton certifié	Mesure en début de chantier puis : tous les 150 m <sup>3</sup> ou tous les mois <sup>2)</sup>	
Ouvrages particuliers PA, PB, PC	Au minimum exigence de la catégorie C	Mesures selon documents particuliers du marché	Au minimum exigence de la catégorie C	Mesures selon documents particuliers du marché

1) cf. 4.5.1

2) Dans le cas d'utilisation d'un entraîneur d'air, la mesure de consistance est complétée par un essai normalisé de vérification de la teneur en air (NF-EN 12350-7), essai devant en outre être réalisé en cas de doute suite à inspection visuelle.

**SOLS ET REMBLAIS :****Essais à la plaque**

L'entreprise prévoit 4 essais de chargements à la plaque de 46 cm de diamètre sur les plates-formes, deux avant coulage des dallages, deux avant la mise en place des voiries et sols extérieurs.

La localisation de ces essais sera laissée à l'instigation du Maître d'œuvre et du contrôleur technique.

**Essais Proctor Modifié (95% de l'optimum).**

L'entreprise doit la réalisation de l'ensemble des essais « Proctor modifié » ceci afin d'assurer la stabilité de tous les remblais de fouilles.

Elle a prévu toutes les sujétions pour prises d'échantillons, l'amenée du matériel et son repliement. Par ailleurs, un rapport final sera établi précisant les caractéristiques, les performances et les qualités des couches d'assises des divers ouvrages, dallages, dalles, des remblais des divers, etc., toutes les dispositions étant prises pour garantir la stabilité des ouvrages de traitement de sol extérieur :

- Essais d'étude avant toute exécution des travaux :
  - o Détermination de la portance du sol en place,
  - o Essai C.B.R. à la plaque ou à Dynaplast complété par un essai à la plaque,
  - o Identification des sols en place par détermination de la courbe de granulométrie et des limites d'ATTERBERG et teneur en eau,
  - o Essais PROCTOR normaux comprenant le résultat correspondant à l'optimum, ainsi que la courbe PROCTOR,

**NOTE COMMUNE**

- o Détermination du diagramme PROCTOR complet dans la bande de densité sèche voisine de l'optimum,
- o Détermination des caractéristiques des matériaux et des revêtements proposés par l'entreprise.
- Essais de contrôle en cours et après travaux :
  - o Mesure de la teneur en eau du sol avant et au moment du compactage,
  - o Mesure de la densité sèche du sol, l'entreprise devra communiquer au Maître d'œuvre, les graphiques résultants et en trois exemplaires, dès que le Laboratoire les lui aura fait connaître.
- Fréquence des essais :
  - o Essai PROCTOR modifié, un pour chaque matériau de constitution mis en œuvre. (Remblais et terres décapées),
  - o Essai PROCTOR normal, un pour chaque type de matériaux constituant le fond de forme,
  - o Teneur en eau, trois essais minimums, par matériau en place et mis en œuvre. (Remblais pour l'entreprise titulaire des présents travaux),
  - o Densité sèche des matériaux mis en place, et mis en œuvre : essais tous les 200m<sup>2</sup> de voirie ou de dallage et pour chaque couche (en tout état de cause, le nombre de d'essai ne devra pas être inférieur à trois par couche).

**ASSAINISSEMENT ET RESEAUX DIVERS****Fonds de forme et lits de pose :**

Les essais et contrôles seront réalisés suivant les définitions du L.C.P.C, ils porteront notamment sur les analyses des granulométries, les équivalences de sable, les teneurs en eau, les minima Proctor modifiés. Le nombre et la nature des essais, par séries de trois, sont laissés à l'appréciation du Maître œuvre.

**Canalisations - Essais AQC :**

L'entreprise prévoit dans son offre les essais suivants :

- AQC avec procès-verbaux,
- Ces documents devront être établis dans les délais contractuels du chantier et transmis aux Maîtres d'ouvrage, Maître d'œuvre et contrôleur technique.

Le Maître d'œuvre pourra, s'il le juge utile, demander des essais sur les canalisations, avant remblais pour l'ensemble des réseaux EU/EP, à la charge de l'entreprise. L'entreprise ne pourra arguer ne pas avoir prévu ces essais.

La vérification se fera par remplissage d'eau à une hauteur correspondant au remplissage complet du ou des regards, le niveau devant se maintenir constant pendant une heure. Les joints non étanches seront dégagés et refaits.

L'entreprise devra faire venir à pied d'œuvre, sur simple demande du Maître d'œuvre, les appareils et matériels nécessaires aux prélèvements, essais et contrôles. L'ensemble de ces interventions restant à la charge de l'entreprise et prévus dans le cadre contractuel et forfaitaire du présent marché.

**Canalisations – Inspection télévisée :**

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise prévoit dans son offre une inspection télévisée des canalisations par une entreprise agréée par la Maîtrise d'ouvrage sera réalisée en fin de travaux.

Dans le cas où cette inspection ferait apparaître des malfaçons, l'entreprise sera tenue de faire procéder à ses frais les travaux de remise en conformité.

**NOTA :** L'ensemble des essais sera soumis à l'approbation du Bureau de Contrôle et du Maître d'œuvre. Toutes les dépenses, frais et taxes sont à la charge de l'entreprise.

**ACOUSTIQUE :**

Les essais de réception et les essais de contrôle des matériaux devront être conformes aux normes et règles en vigueur.

L'entreprise doit fournir au Maître d'œuvre et au Bureau de contrôle tous les certificats de conformité et procès-verbaux d'essai :

- Agrément des matériaux.
- PV de classement Acoustique
- Conformité aux spécifications des matériaux prescrits.

**ESSAIS ACOUSTIQUES :****Essais en cours de chantier :**

La Maîtrise d'Œuvre, pour la mise au point d'ouvrages particuliers et si elle le juge nécessaire, fera exécuter des essais in situ, en sa présence ou celle de son représentant, à la charge de l'entreprise, en cours du chantier pour vérifier le respect des exigences requises. Pour ce faire, l'entreprise et ses sous-traitants présenteront un mesureur à l'acceptation de la Maîtrise d'Œuvre.

**Essais en fin de chantier :**

Des essais in situ seront réalisés, en présence de la Maîtrise d'Œuvre ou de son représentant, par le mesureur accepté, en fin de chantier, à la charge de l'entreprise, pour la vérification du respect des exigences acoustiques contractuelles requises au travers de l'objectif.

Le non-respect des critères requis sera une cause de refus des ouvrages pour non-conformité. Il appartiendra à l'entreprise de prendre toutes dispositions pour la mise en conformité de ses prestations avant livraison du bâtiment.

Lorsque les ouvrages auront été refusés pour non-conformité, d'autres essais in situ seront programmés après travaux d'amélioration. Les frais supplémentaires qui y seront liés, y compris ceux du représentant de la Maîtrise d'Œuvre, seront à la charge de l'entreprise sous contrôle du Maître d'Œuvre.

**Principe des mesures :**

La vérification de la qualité acoustique du bâtiment sera effectuée d'après la méthodologie définie dans la norme française NF S 31057.

**NOTE COMMUNE**

Pour satisfaire à la tolérance de 3 dBA (3 dB NR et 15% TR) liée aux incertitudes des mesures, les sonomètres utilisés seront conformes à la norme NF S 31 009 ; la constance de temps "lente" sera utilisée dans tous les cas.

La réception des ouvrages portera sur la vérification :

- De l'isolement du bruit aérien entre locaux,
- De la transmission du bruit de choc,
- Du bruit engendré par les équipements techniques,
- De la durée de réverbération des parties communes.

**MENUISERIES EXTERIEURES :**

L'entreprise devra fournir au MOE et BC tous les PV des menuiseries extérieures satisfaisant aux critères énoncés dans le chapitre 3 du CCTP Menuiseries extérieures.

Les procès-verbaux de classement AEV, d'isolation thermique, d'isolation acoustique, de protection des personnes contre les risques de chute et blessures, ainsi que pour la protection incendie des menuiseries vitrées émanant d'un laboratoire agréé seront fournis aux Maître de l'Ouvrage, Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle.

Si les menuiseries employées n'ont pas fait l'objet d'essais donnant lieu à un procès-verbal, des essais en caisson seront exécutés par et aux frais de l'Entrepreneur et les P.V. seront remis à titre gratuit aux Maître de l'Ouvrage, Maître d'Œuvre et Bureau de Contrôle.

**PEINTURE :**

L'entreprise contrôlera les points suivants (liste non limitative) :

- Aspect fini,
- Epaisseur des couches de peinture,
- Adhérence,
- Résistance au choc,
- Contrôle d'aspect,
- Contrôle d'uniformité,
- Contrôle de relief,
- Contrôle de degré de brillant et de matité,
- Contrôle de couleur,
- Lessivage, etc...

Les essais et frais sont inclus dans l'offre de l'entreprise.

**Contrôle de l'épaisseur :**

Sur métaux ferreux : Avec une jauge ferrifère.

Sur métaux non ferreux, bois : Mesure directe.

Elle doit présenter la mesure moyenne indiquée en microns, conforme à la spécification technique du fabricant assurant la garantie des ouvrages.

**Contrôle de l'adhérence :**

Elle devra être totale sur toute la surface de contact avec le matériau, qu'il s'agisse de rebouchages ou d'enduits ou des couches de peinture. Elle devra se maintenir dans le temps.

**NOTE COMMUNE**

La peinture, les mastics et les enduits devront dans tous les cas résister sans cloquer ni feuilletter à la chaleur des radiateurs à eau, à la réaction alcaline des matériaux de ciment et des plâtres à la chaux, sous condition que plâtres et ciment soient de qualité normale et complètement secs, c'est à dire, terminés depuis généralement un mois l'été et deux mois l'hiver au moment de la mise en peinture.

Le quadrillage, en carreaux de 1 mm de côté, pratiqué avec une lame de rasoir sur les peintures ne devra pas produire d'écaillage lors de la réception des travaux (U.N.P. N° 104).

Mesure du taux d'humidité résiduelle avec l'appareil « Bombe au Carbure » pour tous les supports à base de liants hydrauliques et sulfate de calcium :

Des essais seront réalisés au sol, pour la peinture microporeuse, à raison de 1 essai tous les 250 m<sup>2</sup> et à des endroits bien spécifiques et variés.

**CHAPES :**

Les différents essais mis en œuvre seront les suivants :

- Résistance à la déchirure au clou,
- Résistance au poinçonnement,
- Fluage en compression,
- Essai combiné de fluage et de raideur dynamique sur les sous-couches acoustiques,
- Mesure de la raideur dynamique avant fluage,
- Essai de fluage pendant 122 jours,
- Maintien de la charge de 4 kg pendant 72 heures après enlèvement de la charge additionnelle,
- Mesure de la raideur dynamique après fluage.

**NOTE :** Les modalités d'essais reprennent essentiellement les normes d'essais européennes élaborées par le Comité Technique CEN/TC 88.

**NOTE COMMUNE**

**3 CHANTIER**

**3.1 TRAVAUX ANTERIEURS AU DEMARRAGE DES TRAVAUX**

L'entreprise devra le respect les prescriptions du C.C.C.G. qui complètent, annulent ou remplacent celles de la norme NFP 03-001.

**3.1.1 Démarches et autorisations**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, les concessionnaires, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître de l'ouvrage et au Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur doit se soumettre à toutes les vérifications et visites des agents de ces services ou des organismes désignés par eux.

Il doit fournir tous les documents et toutes les pièces justificatives demandés.

Il doit :

- Obtenir tous les accords nécessaires, tant pour les installations faisant partie de la concession que pour les installations intérieures ;
- Transmettre au Maître de l'Ouvrage tous les renseignements qu'il a recueillis au cours de ces contacts et qui concernent, soit la construction, soit l'exécution des travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations ;
- Obtenir tous les certificats de conformité nécessaires et régler tous les frais nécessaires pour les opérations de contrôle ou de vérification, signaler aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement de chacune de ses interventions.

L'entrepreneur doit au moment opportun et de son propre chef, effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir en temps voulu, la mise en service des installations.

Il doit enfin se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les transmettre au Maître d'Œuvre pour les faire signer par le Maître de l'Ouvrage, et les remettre aux services intéressés.

Il est rappelé que l'entrepreneur est responsable des contraventions de toute nature qu'ils peuvent encourir du fait de la non-observation des règlements locaux de voirie.

Cet article doit être conforme au C.C.C.G.

**NOTE COMMUNE**

**3.1.2 Visite du site/connaissance des lieux**

Les clauses générales du C.C.T.P. concernent l'ensemble des corps d'état dont l'entreprise devra prendre pleinement connaissance.

Il est spécifié que par le fait du dépôt de son offre, l'entreprise reconnaît implicitement :

- S'être rendu sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à exécuter, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels,
- Avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires,
- Avoir pris connaissance des conditions d'accessibilité prévues dans les pièces administratives,
- Avoir pris connaissance des différents ouvrages en limite de propriété ainsi que l'état dans lesquels ils se trouvent.

Cette clause est une obligation contractuelle, l'entreprise reconnaît avoir pris en compte cet engagement.

L'entreprise est réputée, par le fait de leur soumission, avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement du chantier, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique.

Une visite sur place pour en apprécier les conditions est souhaitable.

En résumé, l'entreprise est réputée avoir pris connaissance parfaite des lieux et en général de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

L'entreprise ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet, pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

**NOTE COMMUNE**

**3.1.3 Palissade de chantier**

Le chantier sera installé sur une aire délimitée par le Maître d'œuvre.

Il sera clos par une palissade totalement « pleine » de protection réglementaire fixe, à la charge de l'entreprise, en panneaux jointifs, d'une hauteur de 2,00 m minimum, munie de plusieurs portes d'accès fermant à clé, avec poteaux et traverses de raidissement assurant une stabilité parfaite. Les pieds des poteaux seront noyés dans des massifs, excluant formellement les trous et scellements dans les sols existants afin d'éviter leur détérioration.

Cette palissade ne devra pas présenter de discontinuité dans son périmètre. Elle sera exempte d'aspérités, de clous, vis et échardes, et devra présenter aux usagers passant à proximité un aspect lisse, sans risque d'un quelconque danger.

Dans le cas où le Maître de l'Ouvrage en ferait la demande, il sera mis en place un habillage de la face extérieure de la palissade, par un grillage galvanisé, contre l'affichage sauvage.

Eventuellement à la demande du maître d'ouvrage pour une raison quelconque, si la palissade de chantier était amenée à être déplacée de façon temporaire ou définitive, l'entrepreneur en doit l'exécution immédiate de ces travaux.

**3.1.4 Panneau de chantier**

Un ou plusieurs panneaux de chantier seront également à prévoir par l'entreprise et seront approuvés par le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre tant sur le contenu que sur son implantation.

Le Maître d'œuvre donnera à l'entreprise les éventuels logos sous format informatique pour les intégrer aux textes.

Emplacement à définir avec le Maître d'ouvrage.

**Pour le chantier trois types d'affiches distinctes doivent être installées :**

- Affiche d'information de grand format (4 m x 3 m, vertical ou horizontal ou utilisation d'un format « totem », selon la disposition des lieux) ;
- Affichage réglementaire du permis de construire ;
- Affichage réglementaire comportant la liste des intervenants sur le chantier.



**NOTE COMMUNE****3.1.5 Installations de chantier**

L'entreprise doit la mise en place et l'entretien des installations réglementaires et techniques définies dans le P.G.C.S.P.S, plan de principes des installations de chantier, recommandations et législations locales etc... et ci-après :

- Branchements provisoires (électricité, eau potable, télécom, etc...) y compris raccordement et branchements pour le bon fonctionnement du chantier,
- Installation de chantier :
  - o Engins de levage,
  - o Baraquements,
  - o Clôtures y compris plot béton,
  - o Balisage de chantier,
  - o Eclairage de chantier,
  - o Dispositif de sécurité,
  - o Panneaux de chantiers,
  - o Bureaux de chantier,
  - o Cantonnements,
  - o Des points de puisage,
  - o Evacuations des eaux usées y compris regards provisoires,
  - o Benes pour tri des déchets suivant démarche de chantier propre,
  - o Entretien et maintenance des équipements cités ci-avant,

**La mise en place de l'installation devra se faire en amont du démarrage des travaux.**

La prestation de l'entreprise comprendra l'équipement complet des locaux, les raccordements en fluides et l'entretien périodique.

L'installation de chantier doit comprendre entre autres le nettoyage quotidien du chantier et des voiries.

**NOTA :** Les accès au chantier seront à définir par l'entreprise.

**NOTE COMMUNE**

**3.1.6 Plan d'organisation**

L'entreprise doit le plan d'organisation du chantier.

Le plan d'organisation du chantier devra proposer l'emplacement des accès, des dépôts de matériel et de matériaux, des échafaudages, matériel de levage, etc... devra être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre en même temps que le calendrier d'exécution.

L'entreprise devra soumettre, sous 15 jours suivant sa désignation par le Maître de l'Ouvrage, le plan d'implantation de chantier pour approbation.

Ce plan comportera notamment les indications suivantes :

- Clôtures du chantier,
- Barrières de chantier,
- Voies d'accès au chantier (voies piétonnes et engins),
- Aires de nettoyage des camions et engins,
- Aires de stationnement des véhicules,
- Implantation et emprises des grues,
- Implantation des bureaux et cantonnements de chantier,
- Implantation des branchements et réseaux intérieurs divers,
- Aires de travail, de stockage de matériel, dépôts de gravois,
- Cantonnements,
- Eclairage des panneaux, entrées, stockage, voies, etc...,
- Dispositif de sécurité en cas d'incendie, en cas d'accident,
- Installation réglementaire nécessaire pour le bon déroulement du chantier.

La sécurité des piétons et des véhicules sur la voie publique sera assurée, partout où il sera nécessaire, par tous dispositifs réglementaires. Les frais d'installation et d'entretien de ces dispositifs seront supportés par l'entreprise.

**3.1.7 Prestations concernant le bâtiment proprement dit**

**3.1.7.1 Eau (réseau intérieur)**

Le réseau intérieur provisoire d'eau (ainsi que son entretien) comprend au moins un robinet de prise d'eau tous les 50 ml à chaque niveau du bâtiment.

L'installation, l'entretien du réseau et la consommation sont repris par l'entreprise, ou à défaut selon la répartition prévue à l'article 14 du C.C.C.G.

**3.1.7.2 Electricité (réseau intérieur)**

Le raccordement, l'établissement, l'entretien d'un réseau provisoire d'électricité et les consommations sont repris par l'entreprise, ou à défaut selon la répartition prévue à l'article 14 du C.C.C.G, avec branchement sous coffret de chantier homologués.

Le réseau intérieur provisoire d'électricité (ainsi que son entretien) comprend au moins un coffret homologué tous les 30ml à chaque niveau du bâtiment.

**NOTE COMMUNE**

L'éclairage intérieur du bâtiment comprendra :

- Des guirlandes lumineuses fixes dans les circulations horizontales et verticales (tous niveaux),
- Des éclairages individuels mobiles conformément à la réglementation du travail (tous niveaux).

### 3.1.7.3 Fermeture provisoire du bâtiment

La fermeture provisoire du bâtiment nécessaire pour en interdire l'accès en dehors des heures de chantier, ainsi que l'entretien de celle-ci, est à la charge de l'entreprise en charge de l'installation du chantier et cela pendant toute la durée du chantier.

### 3.1.7.4 Sanitaires de chantier

Sont compris dans cette rubrique, les frais d'installation et de mise à disposition suivant : W.C., douches, postes d'eau, chauffage, maintenance de ces installations, ainsi que leur raccordement et repliement après coup.

### 3.1.7.5 Epuisements (éventuels)

Sont à la charge de l'entrepreneur, les frais d'installation, de maintenance et de mise à disposition du matériel d'épuisement des eaux dans les fouilles, quelles que soient leur provenance et leur nature, ainsi que les dépenses de fonctionnement de ce matériel et les travaux provisoires qui s'avèreraient nécessaires au recueil, à l'évacuation de ces eaux et au maintien des terrassements.

Nota : L'entreprise devra également les épuisements des eaux rencontrées pendant la durée de son intervention.

### 3.1.7.6 Bureaux de chantier, réfectoires, local du gardien

Les frais d'installation, de maintenance et mise à disposition du bureau général du chantier, des bureaux du Maître d'Œuvre, des réfectoires, du local réservé au gardien, ainsi que l'installation de tous les autres locaux ou baraquements qui se révéleraient nécessaires dans l'intérêt commun sont à la charge de l'entreprise.

Les frais de chauffage, l'éclairage et l'entretien de ces divers locaux et cela pendant toute la durée du chantier à la charge de l'entreprise.

### 3.1.7.7 Téléphone et internet

L'installation téléphonique et internet du chantier est à la charge de l'entrepreneur.

Les consommations sont à la charge de l'entreprise.

### 3.1.7.8 Clôture de chantier

L'Entrepreneur devra la mise en place et l'entretien permanent de ses clôtures.

**NOTE COMMUNE**

**3.1.7.9 Piste de chantier**

L'Entrepreneur devra la mise en place et l'entretien permanent des pistes de chantier.

**3.1.7.10 Gardiennage**

Le gardiennage et frais y afférent, est assuré par l'entreprise, à laquelle incombe la responsabilité générale de la protection du chantier pendant toute sa durée. Gardiennage suivant demande MOA/MOE et pilote de l'opération, pendant toute la durée du chantier et avec la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la sécurisation du site.

**3.1.7.11 Canons de chantier**

L'entreprise devra inclure dans son offre la fourniture et la pose des canons provisoires de chantier.

Avant réception, l'entreprise devra mettre en place les canons définitifs.

**3.1.8 Constat d'huissier/Référé préventif**

Avant toute installation, l'entreprise devra faire un constat contradictoire (des ouvrages existants à conserver), de l'état des voiries, des constructions avoisinantes (bâtiments, parcs, jardins, murs ou clôtures, ...). Pour cela elle prendra un huissier agréé à ses frais et fait établir ce constat en présence du maître d'ouvrage, des services techniques de la ville ou de la DDE et du MOE. Une copie de ces constats sera envoyée à tous les intervenants du présent projet.

Les détériorations causées par une entreprise seront à réparer (dito existant) par le fautif, à ses frais.

**NOTE COMMUNE**

### **3.2 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE, ETUDES D'EXECUTION**

#### **3.2.1 Avant exécution des travaux**

L'ensemble des plans et documents à la charge du Maître d'œuvre dans le cadre de sa mission a été remis à l'entreprise dans le présent dossier de consultation.

L'entreprise est tenue d'exécuter tous les plans d'exécution des ouvrages, détails et notes de calculs complémentaires nécessaires à la bonne réalisation de ses travaux et du projet.

L'entreprise est tenue également de procéder à la diffusion après approbation, et ce sans supplément de prix, cette prestation étant réputée incluse dans le cadre de leur prix global et forfaitaire.

Les documents seront les suivants :

- Notes de calculs permettant les dimensionnements,
- Etudes de détails et plans relatifs à l'exécution des ouvrages sur la base du D.C.E,
- Constitution de groupements de composants de construction techniquement homogènes du point de vue de leur mise en œuvre,
- L'analyse des jonctions entre ces groupements de façon à pouvoir assurer la synthèse des plans de tous les corps d'état,
- Les schémas fonctionnels, notes techniques et de calculs dont l'établissement commande l'exécution de l'ouvrage,
- Les instructions techniques,
- Notes et PV relatifs à l'acoustique
- Les plans de réservations, socles, etc.

Ces plans sont cotés avec le plus grand soin et devront distinguer très nettement les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Le dossier d'exécution comportera obligatoirement :

- Plans d'implantation à l'échelle 1/50e,
- Plans de réservations et des fluides à l'échelle 1/20e,
- Plans de synthèse des réseaux à l'échelle 1/50e,
- Elevations et coupes à l'échelle 1/20e.

Sur ces documents devra figurer l'implantation précise des fluides souhaités électricité, plomberie, tableaux électriques secondaires, ceci afin d'éviter tout changement de technique ou de second œuvre lors de la mise en place des équipements. Les attentes types devront être obligatoirement reprises sur le principe de celles indiquées dans le corps du descriptif particulier à chaque corps d'état.

Il devra figurer également sur ces plans toutes les cotes d'encombrement des matériels en élévation.

**NOTE COMMUNE**

Les plans ou documents seront remis en (3) exemplaires au Maître d'œuvre, (2) exemplaires au Bureau de Contrôle, (1) exemplaire au coordonnateur SPS et (1) exemplaire au coordonnateur SSL.

Ces documents fournis par l'entreprise doivent être remis à la maîtrise d'œuvre sous bordereaux datés et signés.

**3.2.2 Documents graphiques**

**3.2.2.1 Vérification des documents graphiques**

L'entreprise est tenue, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui leur sont et leur seront remis.

Il signalera en temps utile au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne leur paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ses ouvrages sont destinés.

En cas d'erreur, d'insuffisance de côtes, l'entreprise devra en référer au Maître d'Œuvre qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

Les plans de détail établis à plus grande échelle prévaudront sur les autres.

**3.2.2.2 Documents d'exécution**

Avant toute exécution, l'entrepreneur est tenu de soumettre ses plans, épures d'exécution, notes de calcul et notices explicatives à l'approbation du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle, et ce pendant la période préparatoire du chantier.

Tout changement imposé par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle, à quelque moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de l'acte d'engagement ou soumission si l'entreprise ne présente pas en temps utile des objections écrites et motivées.

Si l'entreprise omet de soumettre au Maître d'Œuvre les documents visés au présent article, elles seront entièrement responsables des conséquences de ces omissions.

Elle est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive nécessitée par ses mises au point.

Les documents seront à remettre suivant le nombre d'exemplaire indiqué au CCAP.

**3.2.2.3 Documents donnant les caractéristiques des travaux exécutés**

En fin de chantier, avant la réception, suivant les délais prescrits par le CCAP, l'entreprise fournira une documentation technique complète sur ses ouvrages exécutés :

**NOTE COMMUNE**

- Notices de fonctionnement et d'entretien, en traduction française s'il y a lieu, des ouvrages établis conformément aux prescriptions - liste des appareils de type spécial et de certaines de leurs pièces, en vue de leur remplacement éventuel, indiquant la désignation exacte, le nom et l'adresse des fournisseurs,
- Procès-Verbaux d'essai.

En fin de chantier, après la réception, suivant les délais prescrits par le CCAP, l'entreprise fournira les pièces graphiques techniques complètes sur les ouvrages :

- Dessins correspondant à la série des plans contractuels mis à jour et aux dessins de détails d'ouvrage tels qu'ils furent exécutés,
- De plus, l'entreprise titulaire des travaux plomberie, protection incendie, génie climatique, courants forts, courants faibles, ascenseur et autres corps d'état techniques éventuels, fourniront les schémas d'installation avec indication des appareils et équipements (robinets, interrupteurs, etc.).

Tous les documents seront à remettre suivant le nombre d'exemplaire et supports indiqués au CCAP.

**NOTA** : Tous les plans seront remis sous format informatique compatible (dwg et pdf) + format papier, avec la version de base fournie à l'appel d'offres.

#### 3.2.2.4 Tableau des intempéries

L'entreprise devra tenir à jour et faire viser lors des rendez-vous de chantier un tableau sur lequel seront inscrites les intempéries.

#### 3.2.2.5 Documents de chantier

L'entreprise fournira et maintiendra en parfait état un exemplaire complet de l'ensemble des documents suivants :

- Dossier Marché complet de tous les travaux,
- Documents contractuels modificatifs en cours de chantier,
- Plans d'exécution, tenus à jour, qui resteront au bureau de chantier à la disposition du Maître d'Œuvre.

Ces documents pourront être consultés lors des rendez-vous de chantier.

### 3.2.3 **Procédure d'approbation des documents remis**

Le Maître d'œuvre n'approuvera les plans de l'entreprise qu'après visa du Bureau de Contrôle sur ces mêmes documents si celui-ci est nécessaire.

Plans approuvés « Bon pour acceptation » :

A réception des plans approuvés « Bon pour acceptation » et dans le cadre du calendrier général des travaux, l'entrepreneur mettra en œuvre les dispositions prévues aux plans.

Plans « refusés » :

**NOTE COMMUNE**

L'entrepreneur sera tenu, dans un délai d'une semaine à compter de la date de notification du refus de ses plans, de les mettre en conformité.

Plans « visés avec observations » :

L'entrepreneur peut entreprendre les travaux concernés mais il doit dans un délai maximum d'une semaine, remédier aux observations du Maître d'œuvre par l'émission d'un nouveau plan ou la fourniture des renseignements complémentaires demandés.

**3.2.4 Mesures coercitives**

Si l'entreprise ne respectait pas les dispositifs et les délais ci-dessus décrits, le Maître d'œuvre se réserve le droit, après mise en demeure et constat de carence, de faire exécuter les obligations de l'entrepreneur par tous moyens à sa convenance et ce aux risques, périls et frais de l'entrepreneur défaillant.

**3.3 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR PENDANT LES TRAVAUX****3.3.1 Hygiène et sécurité de chantier****3.3.1.1 Hygiène**

Un local sera mis à la disposition des ouvriers à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment en travaux, sur une aire définie par le maître d'œuvre avec l'autorisation préalable du Maître d'Ouvrage.

**3.3.1.2 Prescriptions générales en matière de sécurité et de santé des travailleurs**

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel »

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants »

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

Evaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs



**NOTE COMMUNE**

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail), applicable à partir du 8 novembre 2002,
- À la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

**3.3.1.3 Sécurité des tiers sur le chantier**

Toute intervention doit faire l'objet de mesures particulières de sécurité de la part de l'entreprise.

Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977 tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs devront être strictement respectées.

En particulier, toutes précautions seront à prendre pour assurer le gardiennage des installations fixes de chantier soit par un agent de l'entreprise en poste à cet effet (au pied d'échelle en particulier), soit par la mise en place de protections fixes et stables (voir palissade de chantier).

De même, aucun câble électrique volant, raccords de tuyauteries souples véhiculant un quelconque fluide, stock de gaz sous pression, ne devront être placés dans les lieux de passage du public, ni être accessibles directement par celui-ci.

**3.3.2 Protections diverses**

L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour protéger les accès et baliser le chantier.

Pendant les travaux, toutes précautions seront prises afin de ne porter atteinte en aucune manière aux existants, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des locaux, aux arbres et autre végétation, poteaux électriques...

A cet effet, l'entreprise devra mettre en œuvre toutes protections nécessaires en accord avec le Maître d'œuvre et le responsable du site.

- Platelages verticaux et horizontaux,
- Bâchage étanche,
- Film polyane,
- Bourrelets de protection,
- Protection des ouvrages mitoyens contre les dégradations diverses,
- Etc.

**3.3.3 Protection des ouvrages et des personnes**

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, l'entreprise est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise est tenue de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

En outre, l'entreprise devra, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage des matériaux et matériels.

L'entreprise est tenue de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à ses frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf ses recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître de l'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses.

L'entreprise devra également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée à l'entrepreneur concerné pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, l'entreprise doit protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'elle pourrait subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

**3.3.4 Chantier à faibles impact environnemental**

Dans le cadre de son engagement à assurer une démarche environnementale pour les travaux de l'ensemble cette opération, le Maître d'Ouvrage s'engage à faire réaliser un chantier à faible impact environnemental.

Les objectifs environnementaux traités en démarche de 'Chantier A Faible Impact Environnemental' sont :

- Réduction des nuisances (bruit, poussières) causées aux riverains par le chantier,
- Limiter les risques de pollution des eaux et du sol lors du chantier,
- Tri et réduction des déchets de chantier mis en décharge.

**Nota :** Se référer au programme environnemental du projet.

**Objectifs et rôle des différents intervenants dans le cadre du 'Chantier propre' :****Engagement du Maître d'ouvrage :**

Pour la construction de cette opération, le Maître d'ouvrage souhaite le respect d'une démarche de chantier propre.

**Objectifs :**

Le maître d'ouvrage a, pour objectif, la limitation des impacts environnementaux dus aux activités du chantier.

L'objectif de l'entreprise doit être de réduire, au minimum, les nuisances dues à la construction, les risques de pollution et la quantité de déchets produits par leur intervention sur le chantier.

**NOTE COMMUNE**

Dans l'ordre de préséance des pièces contractuelles, elle vient compléter le Plan Général de Coordination du SPS.

**Prescriptions du thème « Chantier à faible impact environnemental » :****Désignation de l'homme « vert » :**

L'entreprise doit désigner un homme « vert », qui assurera, pendant toute la durée du chantier, la coordination avec l'ensemble de l'équipe et des sous-traitants éventuels, ainsi que la gestion des réunions de sensibilisation.

Il sera également responsable de l'information auprès des riverains, et, de manière générale, de l'ensemble des prescriptions évoquées dans la démarche de Chantier propre.

**Organisation du chantier :**

En phase de conception technique, les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier seront intégrés dans les études techniques.

Ces objectifs seront traduits dans le dossier de consultation ; l'ensemble des éléments sera mis à disposition de l'entreprise dont il a connaissance et qui sont de nature à leur permettre de répondre aux objectifs environnementaux.

L'évaluation des déchets se réalise avec l'entreprise, en fonction :

- Des produits et des systèmes traités,
- Des modes d'organisation propres à l'entreprise,
- Des modes de pression de l'entreprise sur ses fournisseurs,
- De l'organisation propre du chantier (notamment en gérant les effluents du chantier).

**Gestion des déchets de chantier :**

Le chantier est préparé dès la phase Projet, notamment par la rédaction et la validation par la maîtrise d'œuvre de la démarche de chantier propre comportant 12 points essentiels de la gestion des produits sur le chantier (stockage, rétention, utilisation des liants, utilisation des outillages) jusqu'au tri des déchets.

La réduction à la source des déchets s'obtient :

- En faisant réaliser en préfabrication les éléments les plus importants (gros œuvre, charpente, étanchéité etc..). Cette préfabrication permet tout à la fois d'optimiser la quantité de produits utilisés pour le bâtiment et de limiter au minimum les déchets sur le chantier (gestion industrielle de la fabrication) ;
- En réalisant un calepinage des réservations afin de permettre l'anticipation tout en évitant les reprises qui conduisent à développer les nuisances sonores et les poussières, et qui produisent une grande quantité de déchets ;
- En insistant auprès de l'entreprise et des sous-traitants, notamment de second œuvre, sur la nécessité de la gestion des déchets, les pratiques étant vérifiées par audit avec la proposition faite à la maîtrise d'ouvrage de prévoir des pénalités pour non-respect des pratiques contractuelles.

L'entreprise sera responsable de la gestion du tri sélectif sur le site, pendant toute la durée du chantier (mise en place des bennes de tri sélectif, les repliements, mise en place d'une zone de tri, de stockage et d'enlèvement des déchets avec étiquetage des bennes...).

**NOTE COMMUNE**

Aucune erreur de tri ne sera tolérée.

Un ramassage quotidien des déchets pour mise à la benne est attendu auprès de l'entreprise.

Le centre d'évacuation et de tri de ces déchets devra être choisi pour son taux de valorisation des déchets.

Conformément à la démarche « Chantier à faible impact environnemental », les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) devront être transmis au MOA au fur et à mesure de l'avancée des travaux, par l'entreprise. Le récapitulatif des BSD transmis par le prestataire de ri devra faire état des taux de valorisation des déchets.

En complément des bennes, des bacs destinés à recueillir les déchets ménagers, les déchets recyclables ainsi qu'un cendrier devront être mis à disposition des compagnons à proximité de la base vie.

L'ensemble des bennes, bacs et futs présenteront un panneau de signalisation avec affichage des déchets acceptés (images).

La consultation intègre une clause environnementale, en imposant dès l'expression du besoin des mesures visant à réduire les déchets à la source et les emballages sur le chantier. Cette clause précise l'obligation, pour chaque candidat, de mettre en œuvre des pratiques de gestion responsable des matériaux, de favoriser le réemploi, la valorisation et le tri sélectif des déchets, tout en limitant l'usage des emballages superflus et non recyclables. Le règlement de consultation stipule que l'analyse des offres intégrera un critère spécifique mesurant la pertinence et l'efficacité des actions proposées en matière de réduction des déchets et des emballages, en complément des seuls aspects économiques.

Maîtrise des impacts du chantier :

Les dispositions à mettre en place pour maîtriser les impacts environnementaux du chantier seront définies en phase de préparation du chantier :

- Désignation de l'intervenant en charge de réaliser le plan général d'organisation de chantier (dont la gestion des déchets de chantier) et des différentes pièces annexées ;
- Elaboration du plan détaillé d'organisation de chantier, à partir des spécifications particulières établies par l'entreprise ;
- Mise en œuvre du plan d'organisation de chantier – coordination des intervenants, dispositions à prévoir lors des réunions de chantier et dans les comptes rendus.

Réduction des nuisances :

Limites des nuisances acoustiques :

Application de la réglementation.

L'arrêté du 22 mai 2006 précise le niveau de puissance acoustique (Lwa) admissible pour certains engins de chantier. Dans le cadre de la démarche chantier propre, un abaissement du seuil de 5 dB est appliqué.

**NOTE COMMUNE**

Nuisances visuelles :

Maîtrise du trafic lié au chantier, mais également des poussières par l'arrosage systématique des zones de terrassement en été et le nettoyage des camions à la sortie du chantier.

Limiter la pollution :

Carnet d'entretien et de maintenance des véhicules et engins admis sur le site en phase chantier.

Les huiles végétales (huiles de décoffrage) ne sont pas obligatoirement biodégradables, c'est l'indice de biodégradabilité qui sera demandé à l'entreprise.

Celui-ci devra se situer autour de 98 %. Elles devront être récupérées en vue d'un traitement adéquat.

L'ensemble des produits dangereux (présentant des pictogrammes de sécurité) sera stocké sur bac de rétention.

Nettoyage des toupies à béton / ciment / enduit :

Le nettoyage des engins, machines, appareils, outils... contenant du béton, du ciment ou des enduits de ravalement devra être effectué dans les bacs de décantation. Aucune laïtance sur le terrain ne sera tolérée.

Limiter la pollution de l'air et la propagation de boues :

Il sera mis en place lors du terrassement un pédiluve pour camion utilisant l'eau de pluie récupérée en sortie de chantier.

L'entreprise devra prévoir l'installation d'une dalle de répartition au droit de la circulation des camions (l'implantation sera à préciser sur le plan d'installation de chantier).

Un nettoyage régulier du chantier et des voies d'accès sera prévu par l'entreprise.

Réduction des consommations en eau et en énergie :

Il sera prévu le relevé régulier des dispositifs de comptage, avec retour d'information à l'entreprise et à la maîtrise d'ouvrage.

Les sous comptages seront à prévoir par le l'entreprise.

Le comptage eau et électricité sera différencié entre la base vie et l'espace de travaux. Les relevés de consommations devront être transmis une fois par mois.

Produits dangereux :

Les produits pouvant avoir une incidence sur l'environnement ou la santé des compagnons devront être stockés sur bac de rétention, et évacués du chantier dès qu'ils ne seront plus utilisés.

**NOTE COMMUNE**

Par ailleurs, leur Fiche de Données de Sécurité (FDS) devra être mise à disposition de l'ensemble du personnel du chantier dans les cantonnements et transmise au Maître d'Ouvrage avant l'arrivée du produit concerné sur le chantier.

Bilan de chantier :

Un bilan devra être établi en fin de chantier pour évaluer les réelles réductions des nuisances environnementales. Le bilan contient les informations suivantes :

- Les réclamations des riverains et leur traitement,
- Les dispositions appliquées afin de réduire les bruits de chantier,
- Les incidents ou accidents environnementaux intervenus durant le chantier, ainsi que le traitement des non-conformités,
- Les résultats détaillés sur les différentes quantités et qualités de déchets et le bilan financier de leur gestion,
- Le bilan des consommations d'eau, d'électricité, de carburants et d'huile de décoffrage,
- Les fiches FDES et PEP transmises par l'entreprise,
- L'ensemble de ces informations devra être transmis à l'avancement du chantier.

La rédaction du bilan de chantier sera assurée par l'entreprise.

**3.4 ORGANISATION DU CHANTIER****3.4.1 Installation de chantier et livraison**

L'entreprise devra se conformer au plan et exigence de circulation du quartier suivant le plan joint au présent dossier.

L'entreprise devra l'ensemble des prestations nécessaire à la protection de sa base vie et de son chantier.

NOTA :

Compte-tenu des exigences de chantier, l'accès aux ascenseurs pour desservir les étages en cours de travaux sera restreint. De ce fait, l'entreprise devra prévoir des plateformes de stockage de matériaux pour faciliter les déplacements sur site.

**3.4.2 Planning**

En tout début de chantier pendant la période de préparation l'entreprise devra établir le planning d'exécutions des travaux.

Le planning sera mis à jour au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

L'entreprise doit le respect de ce calendrier d'exécution.

**3.4.3 Dépenses de fonctionnement**

L'entreprise devra toutes les dépenses concernant le fonctionnement des installations de chantier.

**NOTE COMMUNE**

**3.4.4 Rendez-vous de chantier**

Pendant toute la durée des travaux, l'entreprise devra assurer un rendez-vous hebdomadaire avec le Maître d'Œuvre, rendez-vous que ce dernier fixera à des jours et heures déterminés.

Cependant, le Maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer l'entreprise sur le chantier ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure fixée par lui.

**3.4.5 Horaires**

L'entreprise devra se conformer aux instructions du Maître d'œuvre, en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des ouvriers.

L'arrêté préfectoral 01-168-55 du 29 octobre 2001 renforce les restrictions d'horaires applicables aux travaux bruyants dans les immeubles et sur le domaine public : la réalisation de travaux bruyants est interdite en tous lieux les samedis, les dimanches et jours fériés, en semaine de 9h30 à 12h et de 14h à 17h30.

L'entreprise devra tenir compte également des contraintes éventuelles propres à la ville du présent projet.

**3.4.6 Photos**

L'entreprise devra la fourniture de photos des ouvrages, format 13 x 18 cm, en couleur, suivant le rythme suivant :

- Avant début des travaux,
- En cours des travaux,
- En fin de travaux (avec support numérique).

Le nombre des photos à fournir est fixé par le Maître d'œuvre. Une photo en 3 exemplaires (Maître d'ouvrage et MOE) à chacune des étapes précédemment définies.

Les prises de vues seront exécutées en présence et sur les indications du Maître d'œuvre.

Les photos seront présentées au même moment que la situation des travaux (12 photos par mois X 3).

En fin de travaux, un récapitulatif avec l'ensemble des photos prises au cours du chantier devra être remis en 1 format numérique.

**3.4.7 Prototype/Echantillons**

Sur demande du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage, l'entreprise fournira tous les échantillons nécessaires à la parfaite définition des prestations.

Les échantillons seront présentés dans des délais compatibles avec les impératifs de choix de commande et de mise en œuvre.

**NOTE COMMUNE**

Des prototypes grandeur nature seront réalisés par l'entreprise. Une attention particulière sera portée sur la qualité des prototypes des menuiseries extérieures, des ravalements et des bétons destinés à rester apparents.

Les divers appareillages seront proposés sur panneaux contre plaqués à prévoir (électricité, menuiseries, serrurerie, plomberie et autres corps d'état) et accompagnés d'étiquettes de repérage, des fiches descriptives techniques et des nuanciers.

Les délais de présentation sont indiqués au calendrier général des travaux et/ou au CCAP.

Tous les échantillons devront être présentés pour approbation.

Il sera prévu un prototype complet de façade suivant indication de l'architecte.

**3.4.8 Pièces témoins**

Des pièces témoins + circulations attenantes (sol + mur + plafond), devront être présenté au début des travaux, après la réunion des échantillons, laquelle se déroulera dans un délai de 3 mois après l'ordre de service n°1 des travaux. Les pièces témoins devront être finalisés et présentés à la maîtrise d'œuvre et au Maître d'ouvrage dans un délai de 6 mois après l'ordre de service n°1 des travaux.

Un témoin de façade des bâtiments, à l'échelle 1, sera présenté à la Maitrise d'Ouvrage au même moment que la pièce témoin prévu dans un délai de 6 mois à compter de l'ordre de service n°1.

La pièce et la partie commune seront choisis en concertation avec le Maître d'Ouvrage et réalisés avant le démarrage des travaux.

Le témoin permettra au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage de juger de l'aspect de la qualité des ouvrages et éventuellement d'exiger les améliorations ou modifications de détails qui lui paraîtraient nécessaires,

La pièce et la partie commune comprendront l'ensemble des prestations intérieures prévues dans le marché.

Il s'en suivra, si nécessaire, certaines modifications du projet qui devront être intégrées au MARCHÉ.

Si ces témoins ne sont pas définitifs, l'entreprise devra l'ensemble des travaux de dépose pour les travaux définitifs.

**3.4.9 Echantillons modèles**

L'entreprise est tenue de fournir au Maître d'œuvre tous les échantillons des matériaux prévus et de les laisser à disposition du maître d'œuvre durant toute la durée du chantier.

Aucune commande de matériel ou de matériau ne peut être passée par l'entreprise, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas été matérialisée par un accord du Maître d'œuvre.



**NOTE COMMUNE**

**3.4.10 Stockages**

Les zones et moyens de stockages ainsi que les aires de livraison, dépôt, etc... seront obligatoirement réalisés suivant le plan d'installation de chantier et après accord des responsables de l'établissement et conformément aux stipulations du PGC.

L'entreprise aura la pleine responsabilité de la garde et de la bonne conservation des matériels et matériaux, qu'elle aura approvisionnés sur le chantier.

**3.4.11 Manutentions horizontales**

L'entreprise devra ses engins de manutentions horizontales, ils seront de préférence des engins à roues (motorisés ou non).

Elles devront se conformer aux exigences de la démarche des chantiers propres, notamment en évitant de créer toutes nuisances, bruits importants, gêne des riverains lors des approvisionnements, transports de matériaux, enlèvements de gravois.

**3.4.12 Protection des ouvrages**

**3.4.12.1 Protection des ouvrages**

L'entrepreneur, dont l'exécution des travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareils sanitaires, aux quincailleries, aux vitrages, aux ouvrages en bois apparent, aux appareillages électriques, aux revêtements en carrelage, en plastique ou autres, etc., qui ne devront subir aucun dommage si minime soit-il.

Faute de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

L'entreprise devra assurer la protection des revêtements de sols jusqu'à la réception. Pour les sols en carrelage, marbre, etc., cette protection pourra être assurée par mise en place d'un isorel, ou par tout autre moyen efficace.

En ce qui concerne les sols en tapis textile ou moquette, la protection pourra être assurée par la mise en place d'une couche de papier fort collé aux joints. Pour les sols en plastique, parquets, etc., la mise en place de papier fort pourra convenir.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les marches des escaliers où le nez de marche devra être protégé plus particulièrement. Les appareils sanitaires devront également être protégés notamment en rives et sur les arêtes, par une bande de papier fort collé.

En ce qui concerne les ouvrages de menuiserie en bois, toutes les arêtes, qui, du fait de leur position risquent d'être épaufrées, notamment les huisseries, bâtis et autres montants, devront être protégées au droit des arêtes par des petits liteaux fixés par pointes.

**NOTE COMMUNE**

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux.

Il en est de même pour tous les appareils des corps d'état techniques pouvant être dégradés dans les mêmes conditions.

Pour les ascenseurs, une note spéciale est prévue au corps d'état concerné éventuel en cas d'utilisation pendant les travaux, ou mise en service avant réception.

En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger, en acier laqué ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

En revanche une note spécifique sera éditée en temps utile par le Maître d'Œuvre dans le cas d'une mise à disposition de tout ou partie d'ouvrage avant réception. Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entreprise.

**3.4.13 Gestion des clés – fermetures provisoires**

**3.4.13.1 Fermeture provisoire de secteurs de bâtiments**

En cas où il sera nécessaire de procéder à la fermeture de certaines zones du bâtiment, l'entreprise devra la fourniture et la mise en œuvre de :

- Fermeture provisoire par platelages horizontaux ou verticaux,
- Cloison en aggloméré de béton provisoire,
- Cloison à ossature bois et remplissage en bois aggloméré avec ou sans portes,
- Bloc-portes provisoire en bois équipés de portes pleines et de canons provisoires de chantier,
- Cylindres européens avec clés en nombre suffisant.

**3.4.13.2 Gestion des clefs intérieures**

Gestion des clefs et cylindres provisoires de chantier, comprenant :

- Tenue d'un tableau de clefs,
- Gestion de la remise des clefs aux différents intervenants,
- Surveillances du respect des consignes.

**3.4.13.3 Étanchéité provisoire**

L'entreprise aura à charge toutes étanchéités provisoires nécessaires suivant le planning des travaux, sur l'ensemble des trémies, des gaines techniques et des joints de dilatation.

**3.4.13.4 Préchauffage, ventilation et déshumidification des bâtiments**

**NOTE COMMUNE**

L'entreprise aura à charge toutes les installations et les dépenses de chauffage, ventilation et déshumification des bâtiments nécessaires suivant le planning des travaux.

**3.4.14 Évènements**

(A organiser en relation avec le Maître d'Ouvrage)

- 1<sup>er</sup> arbre / 1<sup>er</sup> pierre (inauguration)
- Pré livraison

**NOTE COMMUNE**

### **3.5 TRAVAUX DE FIN DE CHANTIER**

#### **3.5.1 Démontage des installations de chantier**

Le démontage des installations de chantier comprendra outre le démontage du matériel et des baraquements, le nettoyage soigné des emprises du chantier. Cette prestation est également affectée à l'entreprise pour ses installations propres.

Les voiries empruntées pendant la durée des travaux devront être remises en état au cas où elles auraient été détériorées.

Les installations de chantier mentionnées plus haut seront à démonter par l'entreprise.

#### **3.5.2 Nettoyage du chantier – enlèvement des gravois – déchets particuliers**

L'entreprise est tenue de maintenir en état constant de propreté son chantier. Le Maître d'Ouvrage pourra demander un nettoyage chaque fois qu'il le jugera nécessaire et notamment pour les réunions et visites de chantier et particulièrement en fin de chantier avant les opérations de réception des ouvrages.

L'entreprise doit rassembler et enlever aux décharges publiques ses gravois. Ceux qui sont évacués des étages à dos d'homme le seront à l'intérieur de sacs étanches.

L'entreprise est responsable de l'évacuation des déchets qui résultent de son activité ; il se devra d'établir un schéma d'organisation et de gestion des déchets qui définisse les modalités pratiques d'organisation pour la gestion des déchets sur le chantier et de s'assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi.

Les dispositions qu'elles prévoient respecteront :

- La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement qui a prévu qu'à compter du 1er juillet 2002, les installations d'élimination des déchets par stockage ne sont autorisées à accueillir que des déchets ultimes (article L541-24 du code de l'environnement). Est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux (article L541-1 du code de l'environnement). Les déchets industriels spéciaux, figurant en raison de leurs propriétés dangereuses sur une liste fixée par décret en Conseil d'État (décret n°2002-540 du 18 avril 2002 - JO du 20 avril 2002), ne peuvent pas être déposés dans des installations de stockage recevant d'autres catégories de déchets ;
- La circulaire du 15 février 2000, relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP, qui demande aux producteurs et détenteurs de déchets d'adopter une approche plus volontariste ;
- La recommandation n° T2-2000 aux maîtres d'ouvrage publics, relative à la gestion des déchets de chantiers du bâtiment, préparée par le GPEM " travaux

**NOTE COMMUNE**

et maîtrise d'œuvre " et adoptée le 22 juin 2000 par la Section technique de la Commission centrale des marchés.

Le mode opératoire joint à l'appui de l'offre de l'entreprise détaillera les modes de gestion de l'élimination des déchets (mode de stockage provisoire, de tri et de traitement envisagés sur le chantier et hors chantier).

Le stockage provisoire (sur le site) de déchets de démolition en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs, éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux.

**3.5.3 Nettoyage de mise en service**

L'entreprise devra les nettoyages complets de fin de travaux pour les parties intérieures communes et privatives. L'entreprise devra les nettoyages complets de fin de travaux pour les parties extérieures du bâtiment.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer les nettoyages de fin de chantier qui intéressent toutes les parties apparentes.

Ces nettoyages seront les suivants :

- Un nettoyage complet pour les pré-livraisons,
- Un nettoyage complet pour les O.P.R.,
- Un nettoyage complet pour la visite de réception des locaux par le Maître d'Ouvrage,
- Un nettoyage complémentaire et soigné des locaux avant leur livraison.

Ils concernent, pour l'ensemble des locaux :

- Le nettoyage des revêtements de sol adapté à la nature de la surface et au degré de salissure,
- Le nettoyage des profilés de menuiseries,
- Le nettoyage des vitrages sur les 2 faces,
- Le nettoyage des appareils sanitaires, robinetteries et accessoires,
- Le nettoyage de l'appareillage électrique,
- Le nettoyage de l'appareillage de quincaillerie,
- L'enlèvement de toutes traces sur tous les équipements (peinture, huile, ...),
- L'enlèvement des déchets résultant des nettoyages eux-mêmes,
- L'aspiration et le lavage des sols carrelés,
- L'aspiration et le lavage des parquets...,
- L'aspiration et le lavage des sols en peinture,
- Le nettoyage des équipements sanitaires WC, lavabos, baignoires, douches, etc... y compris robinetterie,
- Le nettoyage des revêtements en faïence,
- Le nettoyage des radiateurs,
- Le nettoyage des plinthes et des encadrements de portes,
- Le nettoyage des intérieurs et des façades de placards,
- Le nettoyage à l'intérieur des armoires électriques,
- Le nettoyage des murs si nécessaire,
- Le nettoyage des gaines techniques,

**NOTE COMMUNE**

- Le nettoyage des garde-corps,
- Le nettoyage des grilles métalliques,
- Le nettoyage de toutes les canalisations,
- Le nettoyage des locaux communs, circulations communes.

Parties extérieures :

- Les reprises de voiries et raccordement aux voies publiques,
- Le nettoyage de l'ensemble des parties extérieures sur l'emprise du site et aux abords.

Les nettoyages comprendront également :

- La gestion des clés provisoires et définitives des locaux par le responsable de l'organigramme, y compris pour les levées de réserves de l'entreprise.

**3.5.4 Remise en état des lieux**

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître de l'ouvrage, au plus tard :

- Le jour de la réception des travaux prévu au planning joint au C.C.C.G.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- L'entrepreneur enlèvera ses propres installations et matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- L'entrepreneur aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;
- Cet entrepreneur aura également à enlever toutes les installations de chantier communes, bureaux de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur, ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entreprise resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

**3.6 ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION**

L'entreprise s'engage à associer des actions d'insertion professionnelle à l'exécution des marchés passés pour la réalisation du programme en collaboration avec les structures administratives locales chargées de mission en faveur de l'insertion dans le cadre du plan local d'application de la charte nationale d'insertion. A cet égard, elle souscrit l'engagement à insérer dans les coûts de travaux des obligations permettant de parvenir à un objectif d'emploi de personnes en insertion à hauteur d'un minimum de 5% des heures travaillées pour l'ensemble du chantier.

**NOTE COMMUNE**

Les personnes en insertion dont l'emploi peut être comptabilisé au titre du nombre d'heures d'insertion sont celles qui auront été présentées ou agréées par la structure administrative locale chargée de missions en faveur de l'insertion. L'entreprise pourra bénéficier de l'appui opérationnel de cette structure.

L'entreprise justifiera valablement d'avoir accompli les obligations d'insertion ci-dessus souscrite en transmettant les rapports de suivi mensuel établis par la structure administrative locale chargée de missions en faveur de l'insertion justifiant du nombre d'heures d'insertion effectif.

La répartition et la distribution se fera par maître d'ouvrage et par marché. Ces justifications devront être transmises tous les trimestres jusqu'à la livraison.

**3.1.1 Clause d'insertion**

L'entreprise doit mettre en place dans ses effectifs une clause d'insertion sociale.

**Montant des travaux x indice de masse salariale x 5%**

**Prix unitaire de la masse salariale**

Avec :

- Indice de masse salarial = 35%
- Prix unitaire de la masse salariale = 30 €

**3.1.2 Clause sociale**

La consultation intègre une clause sociale visant à promouvoir concrètement l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des entreprises intervenant dans l'opération.

Cet objectif impose aux candidats de démontrer la prise en compte effective de l'égalité homme-femme, conformément aux principes de la commande publique socialement responsable.

Les offres sont analysées en tenant compte d'un critère spécifique appréciant la qualité et la crédibilité des engagements des candidats en faveur de l'égalité femme-homme, ce critère venant pondérer la note finale au même titre que les critères techniques et financiers.

L'attribution du marché peut ainsi être privilégiée à l'entreprise présentant des mesures structurées, vérifiables et adaptées à la nature des prestations, telles que la mise en œuvre d'un plan d'égalité professionnelle, la désignation de référents égalité ou la mise en place d'actions de sensibilisation, afin de garantir la cohérence entre la politique sociale de l'entreprise et les objectifs portés par la présente consultation.

**NOTE COMMUNE**

**4 GARANTIES / RESPONSABILITE**

**4.1 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR**

L'entreprise devra des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art ;

- L'entreprise sera tenue de vérifier les documents qui lui seront remis de même que les cotes indiquées sur les plans, et sera pleinement responsable des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification ;
- L'entreprise ayant suppléé, de par ses connaissances techniques, aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés ;
- L'entreprise se soumettra pleinement aux ordres de la maîtrise d'œuvre en vue de rectifier les éventuelles inexactitudes ;
- Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des plans ou C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la Maîtrise d'Œuvre ;
- De toute manière, le fait pour l'entreprise d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre ;
- L'entreprise devra s'assurer de la présence et des emplacements de réseaux, eau, électricité, eaux usées, etc... qui existent. Aucune canalisation ne doit être endommagée ou démolie sans enquête et approbation de la maîtrise d'œuvre ; tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur défaillant. Les déviations de canalisations, de quelque nature qu'elles soient, sont à la charge de l'entrepreneur défaillant. Il est rappelé que les plans fournis le sont à titre indicatif et qu'ils ne comportent pas à priori le recensement exhaustif des réseaux ;
- L'entreprise prendra en compte les éventuelles remarques du contrôleur technique et CSPS.

**4.2 GARANTIES**

L'entreprise est responsable dans les termes du droit Commun à l'égard du Maître d'Ouvrage de l'exécution de toutes ses obligations contractuelles et légales ainsi que de son fait dommageable avant la réception des travaux.

A compter de la réception des travaux, la loi a spécialement organisé la responsabilité de l'entreprise aux termes des articles 1792 et 2270 du Code Civil.



**NOTE COMMUNE****4.2.1 Garantie de parfait achèvement**

L'entreprise est tenue à l'égard du Maître d'Ouvrage de la garantie de parfait achèvement organisée par l'Article 1792-6 du Code Civil. A ce titre, elle a l'obligation de réparer en nature tous les désordres apparents signalés par le Maître d'Ouvrage dans le délai d'un an à compter de la réception, soit au moyen des réserves mentionnées au Procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite, pour ceux révélés postérieurement à la réception ;

Le terme "désordres" doit être rendu dans le sens le plus large possible, comme recouvrant tant les défauts de conformité, que tous les vices de quelque nature que ce soit affectant l'ouvrage et/ou ses éléments d'équipement ou autres ;

Cependant, la garantie de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage ;

Est assimilé au besoin à cette garantie, l'obligation pour l'entreprise de remédier aux désordres même ceux apparents lors de la réception ;

L'entreprise devra réparer la partie d'ouvrage qu'elle a réalisée, quel que soit la cause du désordre l'affectant ;

La réparation doit être accomplie en nature dans un délai à convenir en fonction de l'importance des reprises à effectuer ;

Le Maître d'Œuvre contrôle la bonne exécution des réparations ;

En cas de défaut d'exécution dans les délais impartis ou de mauvaise exécution, et 8 jours après mise en demeure restée infructueuse, sauf délai plus bref en cas d'urgence, le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter les travaux par un autre entrepreneur pour le compte et aux frais, risques et périls de l'entrepreneur défaillant, sans préjudice de tous dommages et intérêts réparant l'entier préjudice et la résiliation du marché ;

La garantie de parfait achèvement ne saurait en aucun cas mettre obstacle à la mise en œuvre par le Maître d'Ouvrage de la garantie de bon fonctionnement dite "biennale" ou de la garantie décennale pour les désordres les concernant. En conséquence, le Maître d'Ouvrage pourra engager la responsabilité de l'entrepreneur sur le fondement de la garantie dite "biennale ou décennale" concernant les désordres visés par ce type de garantie, et ce 8 jours après une mise en demeure restée infructueuse, sauf délai plus bref en cas d'urgence.

**4.2.2 La garantie de bon fonctionnement dite biennale**

La garantie de bon fonctionnement est organisée par l'article 1792-3 du Code Civil ;

L'entreprise est tenue à l'égard du Maître d'Ouvrage de garantir le bon fonctionnement des éléments d'équipement du bâtiment, dissociable de celui-ci ;

Le Maître d'Ouvrage pourra mettre en œuvre cette garantie dans un délai maximum de deux ans à compter de la réception.

## NOTE COMMUNE

**4.2.3 La garantie décennale**

La garantie décennale est celle organisée par l'Article 1792 et suivants du Code Civil. Elle édicte une présomption de responsabilité de l'Entrepreneur pour les désordres ci-après définis ;

L'entreprise est présumée responsable à l'égard du Maître d'Ouvrage de tous désordres résultant d'un vice caché lors de la réception et même d'un vice de sol qui compromet la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rend impropre à sa destination ; Cette garantie est étendue aux désordres qui affectent la solidité des éléments d'équipement du bâtiment mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondations, d'ossature, de clos ou de couvert ;

Est considéré comme tel, un équipement dont la dépose, le démontage ou l'enlèvement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de l'ouvrage avec lequel il est lié ;

Elle s'applique également aux désordres résultant d'une non-conformité ou d'une non- façon.

Elle est enfin acquise :

- Avant réception, lorsque 8 jours après mise en demeure restée infructueuse, sauf délai plus bref en cas d'urgence, le marché a été résilié pour inexécution par l'entrepreneur dans ses obligations ;
- Pour les désordres réservés ou relevant de la garantie de parfait achèvement qui n'ont pas été réparés 8 jours après, malgré une mise en demeure restée infructueuse, sauf délai plus bref en cas d'urgence ;
- Tout vice est présumé caché et il appartient à l'entrepreneur concerné, en cas de contestation, de prouver qu'il était apparent lors de la réception, c'est-à-dire décelable par un profane ;
- L'entrepreneur ne pourra s'exonérer de sa responsabilité que s'il prouve que le désordre a été causé par un cas fortuit ou de force majeure extérieure au bâtiment au sens de l'article 1792 du Code Civil ;
- Est considéré comme cas fortuit ou de force majeure tout fait ou événement extérieur à l'acte de construire présentant un caractère anormal et exceptionnel totalement imprévisible et irrésistible, même pour un professionnel compétent et expérimenté ;
- La cause "inconnue" n'est pas considérée comme cas de "force majeure" ;
- Cette garantie peut être mise en œuvre pendant un délai de 10 ans à compter de la réception ;
- Le délai de 10 ans peut être interrompu soit par une assignation devant le juge du fond ou le juge des référés, même incompetent, soit par une reconnaissance des responsabilités qui peut notamment consister, soit dans l'exécution ou l'offre d'exécuter les travaux de réfection, soit dans le paiement ou l'offre de paiement sans réserve rapide des travaux de réfection, soit par la participation sans réserve à des opérations d'expertise amiable ou judiciaire.

**NOTE COMMUNE****4.2.4 Responsabilité de l'entrepreneur à l'égard des tiers**

L'entreprise répond de son fait dommageable à l'égard des tiers dans les termes du droit commun ;

Le Maître d'Ouvrage est considéré comme un tiers quand il agit contre l'entrepreneur de façon récursoire en qualité de subrogé dans les droits d'un tiers ;

Tel est le cas notamment lorsque le Maître d'Ouvrage est assigné par un tiers étranger à l'opération de construction et qu'il appelle l'entrepreneur en garantie ;

Dans ce cas, l'action du Maître d'Ouvrage est soumise aux règles de droit Commun.

**4.2.5 Faute lourde, fraude**

Le Maître d'Ouvrage peut engager la responsabilité de l'entrepreneur en cas de fraude de sa part ou de faute délibérée, et ce en vertu des règles de droit commun ;

Est considérée comme fraude la dissimulation d'un vice de la construction ;

La faute délibérée est celle commise avec ou sans intention de nuire mais dont l'Entrepreneur ne peut ignorer les conséquences dommageables.